



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 28 SEPTEMBRE 2016
GEMEENTERAAD VAN 28 SEPTEMBER 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Olivia P'Tito, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Roland Vandenhove, Youssef Lakhoulfi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Sarah Turine, *Échevin(e)/Schepen* ;
Houria Ouberri, Khadija El Hajjaji, Mohamed El Abboudi, Tania Dekens, Laurie Carême-Palanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

28.09.2016/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion relative aux sans-papiers.

LE CONSEIL,

Suite à l'arrêté d'évacuation de l'immeuble du 184 C, boulevard Léopold II, occupé depuis deux ans par des migrants ;
Suite à l'arrestation et à l'expulsion des occupants de cette ancienne maison de repos, ce lundi 19 septembre, aujourd'hui, 11 personnes sont en détention en centres fermés, où ils sont en danger ;
Suite aux constats selon lesquels, l'occupation ne posait aucun problème de voisinage, qu'un collectif de bénévoles et d'associations apportent un soutien sérieux à ces occupants, que le groupe a défini un règlement d'ordre intérieur et assurait un contrôle à l'entrée, jour et nuit ;
Considérant que l'avenir de ces populations reste inquiétant et préoccupant pour les enfants, femmes et hommes qui se retrouvent à la rue ;
Considérant que ces personnes ont dû fuir les guerres et autres situations de détresse, dans leur pays d'origine, et qu'une bonne politique de migration globale doit respecter les droits de l'homme et ceux qui permettent aux gens "de mener une vie conforme à la dignité humaine", comme le stipule l'article 23 de la constitution belge, et tenir compte de l'inégalité globale, des opportunités de développements, dans le nord et le sud, ainsi que de la motivation et des ambitions des migrants eux-mêmes ;
Considérant les soins nécessaires à leur bien-être, à l'instruction, comme le stipulent de nombreuses dispositions internationales, notamment l'article 24 de la Charte

européenne des Droits fondamentaux, et la Convention des Nations unies relatives aux droits de l'enfant ;

Suite au débat sur cette question lors du conseil communal extraordinaire du 23 septembre, convoqué par l'opposition ;

Considérant qu'une utilisation publique d'un bien est une prérogative communale, et est rendue possible notamment sur base de la Loi Onkelinx ;

Considérant que la Bourgmestre a dû prendre un arrêté de police jugeant le bâtiment privé sis Boulevard Léopold II, n°184 C, dangereux, insalubre et inhabitable, ordonnant sa fermeture et l'évacuation de ses occupants, cette décision entraînant logiquement la fin de l'occupation du lieu ;

Considérant que ce bâtiment privé ne réunit pas les conditions pour figurer dans un dispositif réglementaire de rénovation urbaine ;

Considérant que la Commune a proposé aux différents occupants un relogement dans les limites du cadre légal ne pouvant satisfaire qu'un quart de ceux-ci ;

Considérant que le CPAS, en étroite collaboration avec la Commune, a convenu d'assurer un suivi des cartes médicales octroyées aux occupants ;

Considérant que la commune ne dispose pas à ce jour de solutions de relogement suffisantes permettant d'héberger dans des conditions d'hygiène et de salubrité décente plus de 200 personnes ensemble ;

Considérant que, malgré la demande de la commune adressée à la Région et à la COCOM, une solution de relogement n'a pas été fournie pour les occupants du 184 c Boulevard Léopold II ;

Considérant qu'une très large majorité du collectif, accompagnée par une série d'associations responsables a admis l'insalubrité du lieu et a trouvé une autre solution de relogement temporaire sur le territoire d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant néanmoins que les possibilités de relogement n'ont pas permis à l'ensemble des personnes étrangères en séjour irrégulier de trouver une autre solution de relogement qu'une occupation précaire ;

Considérant qu'au moment de l'évacuation du bâtiment, au terme de 2 délais successifs, 14 personnes sur 200 ont été interpellées et que 11 d'entre elles ont été mises à disposition de l'Office des étrangers qui a décidé leur placement en centre fermé ;

Considérant que l'intervention impressionnante des forces de l'ordre a suscité beaucoup d'interrogations auprès des riverains ;

Considérant que l'ampleur du drame que vivent les personnes sans-papiers dépasse largement celui de la commune de Molenbeek-Saint-Jean et qu'il s'agit d'une urgence humanitaire d'ampleur régionale et fédérale ;

Suite aux multiples demandes des membres du conseil communal ;

Suite à l'engagement de la majorité d'accepter la mise à l'ordre du jour en début de séance du conseil communal du 28 septembre de la présente motion ;

DECIDE :

Article 1 :

De demander à la Bourgmestre d'intervenir auprès du Gouvernement fédéral pour témoigner de la conduite exemplaire durant plus de deux années des sans-papiers chassés du 184c bld Léopold II, et retenus actuellement en centres fermés, depuis l'évacuation du bâtiment ;

Article 2 :

De demander une révision de leur dossier, et exiger, à tout le moins, que soient mises en oeuvre toutes les procédures permettant la libération des centres fermés des 11 personnes arrêtées ;

Article 3 :

D'appeler le Secrétaire d'État à la politique de migration et d'asile à adopter un positionnement clair, alimenté par l'avis d'experts indépendants et débattu démocratiquement, concernant la situation de personnes se trouvant sur le territoire national, depuis de nombreuses années et, en particulier, aux familles avec enfants dont la scolarité pourrait être perturbée en cas d'expulsion, ou aux personnes dont les conditions de santé pourraient s'aggraver si elles venaient à être privée de soins appropriés, si elles quittaient le territoire ;

Article 4 :

De demander au Gouvernement fédéral de permettre une reconnaissance de droits suffisants aux personnes sans-papiers, présentes de longue date, en Belgique, leur permettant de vivre dans la dignité ;

Article 5 :

De demander à l'Echevin du Logement de continuer à rechercher une solution de relogement à ces ex-occupants, via la mise à disposition d'un autre lieu plus salubre, et le plus adapté possible ;

Article 6 :

De demander également à la Région et à la COCOM d'étudier l'élargissement des dispositifs de relogement des personnes quittant un immeuble occupé sans titre ni droit et/ou insalubre indépendamment de leur statut sur le territoire, y compris en fixant une solution de relogement sur le territoire de la Commune de Molenbeek ;

Article 7 :

De demander aux services sociaux de la commune et du CPAS d'assurer la poursuite de la scolarité des enfants qui étaient dans cet immeuble, ainsi que le soutien médical aux familles ;

Article 8 :

De demander au CPAS de garantir la continuité de l'aide médicale urgente tant que celle-ci n'est pas garantie par une autre commune ;

Article 9 :

De demander aussi aux services de la commune de soutenir positivement les demandes de régularisation, en particuliers celles des parents dont les enfants sont scolarisés afin qu'ils puissent poursuivre leur scolarité ;

Article 10 :

De demander au collège de procéder à la réquisition de l'immeuble du boulevard Léopold II, 184C, via une expropriation afin d'y développer un lieu d'accueil et de relogement dès que la loi Onkelinx sera praticable sur le terrain ;

Article 11 :

D'inviter les membres du Conseil de police à se pencher sur le dispositif policier mis en place au moment de l'évacuation disproportionnée afin d'en éclaircir le mécanisme décisionnel et le coût d'une telle intervention.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le point.

34 votants : 25 votes positifs, 8 abstentions, 1 vote nul.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie betreffende de zonder papieren.

DE RAAD,

Ten gevolge van het besluit tot evacuatie van het gebouw te Leopold II Laan 184C, sinds twee jaar bewoond door migranten;

Ten gevolge van de arrestatie en de uitzetting van de bewoners van dit oude rusthuis op maandag 19 september, zijn vandaag 11 personen in detentie in gesloten centra, waar ze in gevaar verkeren;

Ten gevolge van vaststellingen volgens dewelke dit gebruik geen enkel probleem

vormde voor de buurt, dat een groep vrijwilligers en verenigingen een serieuze ondersteuning brengt aan deze bewoners, dat de groep een reglement van interne orde vastlegde en, dag en nacht, een controle verzekerde aan de ingang;

Overwegende dat de toekomst van deze bevolkingsgroepen zorgwekkend en verontrustend blijft voor de kinderen, vrouwen en mannen die op straat leven;

Overwegende dat deze personen oorlogen en andere noodsituatie hebben moeten ontvluchten in hun land van herkomst, en dat een goed globaal migratiebeleid de mensenrechten moet naleven en de rechten die de mensen toelaten "een leven te leiden dat conform is aan de menselijke waardigheid", zoals artikel 23 van de Belgische Grondwet dit bepaalt, en rekening moet houden met de globale ongelijkheid, de opportuniteiten van de ontwikkeling, in het noorden en het zuiden, alsook met de motivatie en de ambities van de migranten zelf;

Overwegende de nodige zorgen voor hun welzijn en het onderwijs, zoals bepaald door verschillende internationale beschikkingen, met name artikel 24 van het Europees Handvest van Grondrechten, en het Verdrag van de Verenigde Naties betreffende de rechten van het kind;

Ten gevolge van het debat over deze kwestie op de buitengewone gemeenteraad van 23 september, opgeroepen door de oppositie;

Overwegende dat een openbaar gebruik van een vastgoed een gemeentelijk voorrecht is; en mogelijk gemaakt wordt op basis van de Wet Onkelinx;

Overwegende dat de Burgemeester een politiebepaling moest nemen dat oordeelt dat het privégebouw gelegen Leopold II Laan nr. 184 C gevaarlijk, ongezond en onbewoonbaar is, en de sluiting en de evacuatie van zijn gebruikers heeft bevolen, dat deze beslissing logischerwijze leidt tot het einde van het gebruik van deze plaats;

Overwegende dat dit privégebouw niet aan de voorwaarden voldoet om voor te komen in een reglementering voor stadsvernieuwing;

Overwegende dat de Gemeente aan verschillende bewoners een herhuisvesting voorstelde binnen de perken van het wettelijk kader en dat dit voorstel die enkel één vierde van hen kan tevredenstellen;

Overwegende dat het OCMW, in nauwe samenwerking met de Gemeente, ermee akkoord gaat om een opvolging te verzekeren van de medische kaarten toegekend aan de bewoners;

Overwegende dat de Gemeente tot op vandaag niet over voldoende oplossingen voor herhuisvesting die het mogelijk maken om meer dan 200 mensen samen onder te brengen in fatsoenlijke omstandigheden wat hygiëne en gezondheid betreft;

Overwegende dat, ondanks de aanvraag van de gemeente gericht naar het Gewest en de COCOM, geen oplossing voor de herhuisvesting van de bewoners van Leopold II Laan, 184 C geboden werd;

Overwegende dat een zeer grote meerderheid van de groep, vergezeld door een reeks verantwoordelijke verenigingen de ongezondheid van deze plaats heeft erkend en een andere oplossing vond voor de tijdelijke herhuisvesting op het grondgebied van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende echter dat de mogelijkheden van herhuisvesting niet alle vreemde personen in onregelmatig verblijf toelieten om een andere oplossing voor herhuisvesting te vinden dan een tijdelijk gebruik;

Overwegende dat bij de evacuatie van het gebouw, na verloop van 2 opeenvolgende termijnen, 14 personen op 200 werden aangemaand en dat 11 onder hen ter beschikking gesteld werden van het Vreemdelingenbureau, dat besliste deze in gesloten centra te plaatsen;

Overwegende dat de indrukwekkende interventie van de ordediensten veel vragen deed ontstaan bij de buurtbewoners;

Overwegende dat het drama dat de mensen zonder papieren meemaken veel omvangrijker is dan dit van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en dat het gaat om een humanitaire urgentie van gewestelijke en federale omvang;

Ten gevolge van de vele aanvragen van de gemeenteraadsleden;
Ten gevolge van het engagement van de meerderheid te aanvaarden dat deze motie op de agenda gezet wordt in het begin van de zitting van de gemeenteraad van 28 september;

BESLIST :

Artikel 1 :

Aan de Burgemeester te vragen tussen te komen bij de Federale Regering om te getuigen over het voorbeeldig gedrag gedurende langer dan twee jaar van de mensen zonder papieren weggejaagd uit Leopold II Laan 184C, en momenteel vastgehouden in gesloten centra, sinds de evacuatie van het gebouw;

Artikel 2 :

Een herziening van hun dossier te vragen, en, op zijn minst, te eisen dat alle procedures tewerkgesteld worden voor het vrijkomen uit de gesloten centra van de 11 gearresteerde personen;

Artikel 3 :

De Staatssecretaris voor migratie- en asielbeleid op te roepen om een duidelijke positie aan te nemen, voorzien van het advies van onafhankelijke deskundigen en op democratische wijze bepleit, betreffende de situatie van de mensen die zich jarenlang op nationaal grondgebied bevinden en, in het bijzonder, wat gezinnen betreft met kinderen van wie de schoolloopbaan kan verstoord worden bij uitzetting, of mensen van wie de gezondheid zou kunnen verergeren indien ze geen geschikte zorgen meer krijgen als ze het grondgebied zouden verlaten;

Artikel 4 :

Aan de Federale Regering te vragen een erkenning van voldoende rechten toe te laten voor mensen zonder papieren, die reeds lange tijd in België zijn, zodat deze waardig kunnen leven;

Artikel 5 :

Aan de Schepen van Huisvesting te vragen het zoekwerk naar een oplossing voor herhuisvesting voort te zetten voor deze vroegere bewoners, via de terbeschikkingstelling van een andere gezondere en de meest geschikte plaats;

Artikel 6 :

Aan het Gewest en de COCOM te vragen om de verhoging van inrichtingen van herhuisvesting te bestuderen voor mensen die een gebouw zonder titel noch rechten en/of een ongezond gebouw verlaten, onafhankelijk van hun statuut op het grondgebied, met inbegrip van de vaststelling van een oplossing van herhuisvesting op het grondgebied van de Gemeente Molenbeek;

Artikel 7 :

Aan de sociale diensten van de gemeente en het OCMW te vragen de opvolging van de schoolloopbaan te verzekeren van de kinderen die in dit gebouw woonden, alsook de medische ondersteuning aan de gezinnen;

Artikel 8 :

Aan het OCMW te vragen de voortzetting van de dringende medische hulp te waarborgen, zolang deze niet gewaarborgd wordt door een andere gemeente;

Artikel 9 :

Ook aan de diensten van de gemeente te vragen om de aanvragen tot regularisatie positief te ondersteunen, in het bijzonder deze van de ouders van wie de kinderen naar school gaan, zodat ze hun schoolloopbaan kunnen voortzetten;

Artikel 10 :

Aan het college te vragen over te gaan tot de vordering van het gebouw in Leopold II Laan 184C, via een onteigening, teneinde er een onthaalplaats en een plaats van herhuisvesting op te richten van zodra de Wet Onkelinx uitvoerbaar zal zijn op het terrein;

Artikel 11 :

De leden van de Politieraad te verzoeken zich te buigen over de politie-inrichting die gebruikt werd bij deze buitenmaatse evacuatie, teneinde het beslissingsmechanisme en de kosten van een dergelijke interventie te verduidelijken.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 25 positieve stemmen, 8 onthoudingen, 1 ongeldige stem.

Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting

Youssef Lakhroufi entre en séance / treedt in zitting

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

Michel Eylembosch quitte la séance / verlaat de zitting

28.09.2016/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, Conseiller communal GIC, relative aux longues péripéties footballistiques à Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Berckmans, dont le texte suit :

Pendant la saison de football 2015-2016, il y avait déjà des problèmes concernant le football dans notre commune, notamment en ce qui concerne l'utilisation partagée du stade Edmond Machtens entre les équipes premières des clubs RWS Bruxelles (White Star) et Racing White Daring Molenbeek (RWDM). La nouvelle saison 2016-2017 a à peine commencé qu'il y a de nouveau des sérieux problèmes, cette fois en ce qui concerne l'utilisation des terrains d'entraînements par les équipes des jeunes des différentes entités, à savoir le White Star, le RWDM, la Jeunesse Molenbeek et le RWDM girls.

A. La première partie de mon interpellation concerne les terrains d'entraînements des stades Machtens, Sippelberg et Verbist, à l'exception du terrain C du stade Machtens (voir à ce propos infra sous B) :

1° Combien de terrains d'entraînements sont respectivement disponibles dans les 3 stades précités (Machtens, Sippelberg et Verbist) ?

2° Combien de terrains d'entraînement ont été demandés pour la saison de foot 2016-2017 par les clubs respectifs White Star, RWDM, Jeunesse Molenbeek et RWDM Girls pour leurs équipes des jeunes ?

3° Combien de terrains d'entraînements ont été mis à disposition de ces 4 clubs pour leurs équipes des jeunes à partir du mardi 13 septembre 2016 ?

Je mentionne la date du 13 septembre dernier parce que les équipes des jeunes du RWDM ont pu utiliser les terrains d'entraînement des stades Sippelberg et Verbist jusqu'au lundi 12 septembre mais à partir du mardi 13 septembre, celles-ci ont été obligées d'aller effectuer leurs entraînements sur des terrains à Zellik (Asse).

4° *Qui a pris la décision concernant la mise à disposition, à partir du 13 septembre des terrains d'entraînement, aux équipes des jeunes de ces clubs ?*

Est-ce que vous êtes d'avis qu'il s'agit ici d'une décision juste et équitable ? Sauf si, dans votre réponse, vous pouvez me convaincre du contraire, je pense qu'il s'agit d'une décision qui n'est pas du tout juste. Une décision équitable pourrait consister par exemple à une répartition proportionnelle entre les 4 clubs en fonction du nombre de joueurs dans les équipes. Une autre possibilité consiste à répartir les terrains d'entraînement disponibles sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean entre les équipes des jeunes les plus jeunes de ces clubs et de faire entraîner les autres équipes des jeunes (par exemple à partir des U15 ou U16) à Zellik puisqu'il ne sera pas toujours simple pour les parents des plus jeunes joueurs de se rendre à Zellik. Suite au manque de moyens de transport, certains parents seront obligés d'abandonner. Ainsi cette problématique a aussi un aspect social. Je pense qu'il n'est pas justifiable que cette décision exclut certains enfants de pratiquer leur hobby qui est le foot. Je pense qu'il est absolument nécessaire que les enfants/jeunes puissent participer dès bas âge à des activités où le sport joue un rôle important mais qui leur permet également de faire connaissance avec le fair play, le « jouer ensemble », la discipline, etc. Apparemment, sauf si à nouveau vous pouvez me convaincre du contraire, vous vous en foutez si ces jeunes doivent passer leur temps sans but dans les rues au lieu de pouvoir pratiquer leur sport préféré ?

5° *Est-ce que vous êtes prêt à revoir votre décision dans le sens que ça mène à une répartition juste et équitable des terrains d'entraînement à Molenbeek entre les équipes des jeunes des différents clubs ? Si les 5 terrains d'entraînement (2 au Machtens, 2 au Sippelberg et 1 à Verbist) sont en ordre, il est possible - avec un peu de bonne volonté - de laisser toutes les équipes des jeunes s'entraîner à Molenbeek. Ceci vaut encore plus si l'éclairage du terrain C du stade Machtens est réparé.*

B. La deuxième partie de mon interpellation concerne le terrain C du stade Machtens, terrain qui était exclu de la première partie (voir A, supra) parce qu'à ce moment il n'est pas possible d'utiliser le terrain C puisque'il n'y a pas une éclairage convenable. Pour cette raison, ce terrain ne peut être utilisé comme terrain d'entraînement depuis 2013.

Pendant la séance de notre conseil communal du 24 juin 2015, le point 24 «

Pendant la discussion de ce point, j'ai demandé deux fois à l'échevin des sports quelle serait la date approximative à laquelle ces travaux seront finalisés. L'échevin des sports a ignoré ma question deux fois et je n'ai donc pas reçu de réponse (compte-rendu de la séance du conseil communal du 24 juin 2015, notamment la discussion du point 24 – voir : <http://www.molenbeek.irisnet.be/fr/fichiers/conseil/seances-du-conseil/compte-rendu-integral/compte-rendu-conseil-communal-24-06-2015-derniere.pdf>).

Aujourd'hui je pose les questions suivantes à ce sujet :

1° *Quel est aujourd'hui l'état des lieux de ce dossier ? Est-ce que les travaux nécessaires ont déjà été entamés ? Est-ce que, aujourd'hui, vous pouvez donner un délai approximatif dans lequel les travaux seront finalisés ?*

2° *Combien de terrains d'entraînement peuvent être créés pour les équipes des jeunes à ce terrain C ?*

3° RWDM a fait, au début du mois de juillet de cette année, une proposition pour faire quelque chose pour l'éclairage du terrain C. Pour quelle raison avez-vous refusé cette proposition ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Dirk Berckmans,

Conseiller communal Groupe d'Intérêt Communal (GIC) – Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, Gemeenteraadslid GGB, betreffende de aanslepende voetbalperikelen in Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt:

Tijdens het vorige voetbalseizoen 2015-2016 waren er reeds heel wat voetbalproblemen in onze gemeente, inzonderheid wat betreft het gedeeld gebruik van het Edmond Machtensstadion tussen de eerste ploegen van RWS Bruxelles (White Star) en Racing White Daring Molenbeek (RWDM). Ik ga voorlopig niet verder in op deze problemen die zich vorig voetbalseizoen voordeden. Het nieuwe voetbalseizoen 2016-2017 is amper goed en wel begonnen en er zijn reeds nieuwe, ernstige problemen rond het gebruik van de verschillende voetbalterreinen in Molenbeek, deze keer voor de jeugd ploegen van de verschillende entiteiten, met name White Star Bruxelles, RWDM, Jeunesse Molenbeek en RWDM Girls, die de gemeente rijk is.

A. Het eerste gedeelte van mijn interpellatie betreft de terreinen die door de jeugd ploegen als oefenvelden worden gebruikt in het Machtens-, het Sippelberg- en het Verbiststadion, met uitzondering van het zogeheten terrein C in het Machtensstadion (zie hierover infra onder B) :

1° Hoeveel beschikbare oefenterreinen zijn er respectievelijk beschikbaar in de 3 voormelde stadia (Machtens, Sippelberg en Verbist) ?

2° Voor hoeveel terreinen hebben de respectieve voetbalclubs White Star, RWDM, Jeunesse Molenbeek en RWDM Girls voor het voetbalseizoen 2016-2017 het gebruik als oefenvelden voor hun jeugd ploegen aangevraagd ?

3° Hoeveel oefenterreinen hebben deze respectieve clubs met ingang van dinsdag 13 september 2016 daadwerkelijk ter beschikking gekregen voor hun jeugd ploegen ?

Ik vermeld 13 september jl. als "startdatum" omdat de jeugd ploegen van RWDM tot en met maandag 12 september konden gebruik maken van de oefenterreinen in het Sippelberg- en het Verbiststadion maar niet meer vanaf dinsdag 13 september; vanaf die dag zijn zij verplicht om voor hun trainingen uit te wijken naar oefenvelden gelegen in Zellik (Asse).

4° Wie heeft de beslissing genomen met betrekking tot de ter beschikking stelling, met

ingang van 13 september, van de in Molenbeek gelegen voetbalterreinen aan de jeugd ploegen van die clubs ?

Bent u van oordeel dat het hier om een gerechtvaardigde beslissing gaat ? Tenzij u mij in uw antwoord van het tegendeel overtuigt, ben ik van mening dat het hier een alles behalve eerlijke beslissing betreft. Een rechtvaardige beslissing zou er bijvoorbeeld in kunnen bestaan de beschikbare oefenvelden in de drie stadions proportioneel/recht evenredig te verdelen over de vier voetbalentiteiten in verhouding tot het aantal jeugd ploegen die deze clubs hebben. Een mogelijkheid is ook om de beschikbare oefenterreinen op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek te verdelen over de jongste jeugd ploegen van de 4 clubs en de andere jeugd ploegen (bijvoorbeeld vanaf U15 à U16) te laten trainen in Zellik. Voor heel wat ouders van de jongste ploegen zal het immers niet eenvoudig zijn om met hun spelertje telkens tijdig in Zellik te geraken. Sommige ouders zullen bij gebrek aan vervoermiddelen misschien ook afhaken. Aldus is aan deze problematiek ook een sociaal aspect verbonden. Ik meen dat het niet verantwoord is dat sommige kinderen er hierdoor van worden uitgesloten hun voetbalhobby verder te beoefenen. Molenbeek heeft het bovendien broodnodig zoveel mogelijk kinderen/jongeren van jongs af aan te laten deelnemen aan activiteiten waar niet alleen de sport als dusdanig belangrijk is maar waar ze ook kennismaken met fair play, samen in groep spelen, discipline, enz. Blijkbaar geeft u, tenzij u mij opnieuw van het tegendeel kan overtuigen, er weinig om indien deze jongeren doelloos op straat zouden terechtkomen in de plaats van hun geliefde sport te kunnen beoefenen ?

5° Bent u bereid uw beslissing te herzien in die zin dat die leidt tot een eerlijke en rechtvaardige verdeling van de oefenterreinen in Molenbeek tussen de jeugd ploegen van de verschillende clubs ? Indien de 5 oefenterreinen (2 in het Machtensstadion, 2 op Sippelberg en 1 op Verbist) in orde zijn is het mits een beetje goede wil mogelijk om alle jeugd ploegen in Molenbeek te laten trainen. Indien de verlichting op het terrein C in het Machtensstadion wordt hersteld, is dit zeker het geval.

B. Dit tweede gedeelte van mijn interpellatie gaat dus over het terrein C in het Machtensstation dat uitgesloten was van het eerste gedeelte, onder A, omdat dit terrein C momenteel nog steeds niet kan worden gebruikt wegens het ontbreken van de nodige verlichting.

Het terrein C op het Edmond Machtensstadion kan reeds sinds minstens 2013 niet gebruikt worden als oefenveld omdat het de passende verlichting ontbeert. Tijdens de zitting van onze gemeenteraad van 24 juni 2015 werd het punt 24 “

Tijdens de bespreking van dit punt heb ik tot tweemaal toe aan de schepen van sport gevraagd binnen welke approximatieve tijd die werken voor de installatie van een nieuwe verlichting beëindigd zouden kunnen worden. Telkens heeft de schepen van sport mijn vraag genegeerd en mij dus geen antwoord gegeven (integraal verslag van de gemeenteraadszitting van 24 juni 2015, inzonderheid de bespreking van punt 24 - zie : <http://www.molenbeek.irisnet.be/nl/bestanden/raad/zittingen-van-de-gemeenteraad/integraal-verslag/2015/compte-rendu-conseil-communal-24-06-2015-derniere.pdf>).

Vandaag stel ik hierover de volgende vragen :

1° Welke is vandaag de stand van zaken van dit dossier ? Zijn de nodige werken reeds aangevat ? Kan u vandaag bij benadering zeggen binnen welke termijn die werken beëindigd zullen zijn ?

2° *Hoeveel oefenvelden kunnen normaliter op het terrein C worden gecreëerd voor de jeugd ploegen ?*

3° *RWDM heeft begin juli een voorstel gedaan om iets te doen voor de verlichting op terrein C. Om welke reden heeft u dit voorstel van RWDM geweigerd ?*

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans,

Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB) - Groupe d'Intérêt Communal (GIC)

De Raad neemt kennis.

Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting

28.09.2016/A/0003 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, Conseiller communal GIC, relative à l'étude du soir dans les écoles communales.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Berckmans, Conseiller communal GIC, dont le texte suit :

*Madame la bourgmestre, charge de l'enseignement communal francophone,
Madame l'échevine des affaires néerlandophones, chargé de l'enseignement communal néerlandophone,*

J'apprends que l'étude du soir dans une école communale francophone avait été abrogé au début de l'année scolaire 2016-2017. La décision correspondant aurait été prise pour faire des économies. Les parents des enfants qui fréquentent cette école n'étaient pas du tout contents avec cette nouvelle situation : depuis quelques années, les parents doivent payer quand ils veulent que leur(s) enfant(s) reste(nt) dans l'étude du soir (initialement le tarif était de 5 € par mois ; plus tard, le prix était augmenté jusqu'à 10 € par mois) ; le fait que l'étude du soir devenait payant n'était pas une chose évidente pour tous les parents concernés mais a été accepté quand-même et maintenant on abrogeait cette étude du soir, sans plus...

Quelques mamans se sont rendues vers la bourgmestre pour exprimer leur mécontentement et pour demander de réinstaurer l'étude du soir. Après l'entretien avec la bourgmestre, il a été décidé d'organiser à nouveau l'étude du soir, ceci à partir du jeudi 22 septembre.

L'organisation de l'étude du soir me semble très importante comme il y a des parents qui ne peuvent pas eux-mêmes aider leur(s) enfant(s) avec leurs devoirs et leurs cours à apprendre, par exemple parce qu'ils (les parents) ne maîtrisent pas la langue de l'école ou pour d'autres raisons. Ainsi l'étude du soir est un élément important pour assurer l'égalité des chances en enseignement pour tous les enfants : dans l'étude du soir, les enfants ont la possibilité de poser encore une question, à l'enseignant accompagnant, sur quelques chose qu'ils n'avaient pas bien compris en classe, etc. S'il n'y a pas l'étude du soir et si les parents ne peuvent pas aider eux-mêmes leur(s)

enfant(s) avec leurs devoirs, etc., il y a un risque que les enfants - de façon injuste et immérité - ne savent plus suivre et seront confrontés à des troubles d'apprentissage graves. Ainsi l'étude du soir est important au niveau social, à savoir qu'elle contribue de façon importante à l'égalité des chances pour tous les enfants.

J'aimerais poser les questions suivantes à propos de cette affaire :

1° Est-ce que l'étude du soir avait effectivement été abrogée au début de l'année scolaire pour faire des économies ? Je m'imagine que cette décision avait été prise pour toutes les écoles de l'instruction publique communale ?

2° Est-ce que cette décision a été révoquée, avec effet à partir du jeudi 22 septembre, dans le sens que l'étude du soir est, à partir de cette date, à nouveau organisée dans toutes les écoles de l'enseignement primaire qui est organisé par la commune ?

Je pose ces questions aussi pour les écoles communales francophones que pour les écoles communales néerlandophones.

Je vous remercie pour vos réponses.

Dirk Berckmans,

Conseiller communal Groupe d'Intérêt Communal (GIC) - Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,

Gemeenteraadslid GGB, betreffende de avondstudie in de gemeentelijke scholen.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, waarvan de tekst volgt :

Mevrouw de burgemeester, belast met het Franstalig gemeentelijk onderwijs, Mevrouw de schepenen van Nederlandstalige aangelegenheden, belast met het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs,

Ik verneem dat de avondstudie in een Franstalige gemeentelijke school in het begin van het nieuwe schooljaar 2016-2017 werd afgeschaft. Dit zou zijn gebeurd omwille van besparingen. De ouders van de kinderen van die school waren helemaal niet tevreden met die situatie : enkele jaren geleden werd de avondstudie betalend (aanvankelijk diende 5 € per maand te worden betaald; later werd dit 10 € per maand); het betalend maken van de studie was al niet vanzelfsprekend voor sommige ouders maar werd nadien toch aanvaard en nu werd die betalende avondstudie zonder meer afgeschaft.

Enkele mama's trokken naar de burgemeester om hun ongenoegen te uiten en om te vragen de avondstudie opnieuw in te voeren. Na het onderhoud met de burgemeester werd beslist de avondstudie opnieuw in te voeren met ingang van donderdag 22 september jl.

Het organiseren van avondstudie lijkt me zeer belangrijk aangezien er ouders zijn die zelf hun kinderen niet kunnen helpen bij het maken van hun huistaken of het leren van hun lessen, bijvoorbeeld omdat ze (de ouders) de taal van de school niet machtig zijn of om andere redenen. Aldus is de avondstudie een belangrijk element in het verzekeren van gelijke onderwijskansen voor alle kinderen : de kinderen hebben in de avondstudie de mogelijkheid nog iets te vragen aan de begeleidende leerkracht over

iets dat ze in de klas niet goed hebben begrepen, enz. Wanneer er geen avondstudie is en de ouders hun kinderen zelf niet kunnen helpen, lopen deze kinderen het risico onterecht niet meer te kunnen volgen en een ernstige leerachterstand op te lopen. Aldus is aan de avondstudie een sociaal aspect verbonden, met name door in belangrijke mate bij te dragen tot gelijke kansen voor alle kinderen.

Ik wens over deze aangelegenheid de volgende vragen stellen :

1° Is het inderdaad zo dat de avondstudie in het begin van het schooljaar werd afgeschaft om besparingsredenen ? Ik veronderstel dat die beslissing werd genomen voor alle scholen van het gemeentelijk onderwijs ?

2° Werd die beslissing met ingang van donderdag 22 september jl. ingetrokken derwijze dat er vanaf die datum opnieuw avondstudie wordt georganiseerd in alle scholen van het gemeentelijk lager onderwijs ?

Ik stel deze vragen zowel voor het Nederlandstalig gemeentelijk onderwijs als voor het Franstalig gemeentelijk onderwijs.

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dirk Berckmans,

Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB) - Groupe d'Intérêt Communal (GIC)

De Raad neemt kennis.

28.09.2016/A/0004 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ikazban, Conseiller communal PS, relative aux affrontements entre la police et des jeunes près de la station de Métro Beekkant.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Ikazban, dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre,
Chers Collègues,*

Je souhaite avoir de plus amples informations sur les affrontements qui ont opposé forces de police et jeunes, à Molenbeek, dimanche dernier, à proximité de la station de métro Beekkant.

La video qui circule dans les médias, et que vous avez très certainement vue aussi, est inquiétante, à plus d'un titre.

Si les médias se sont d'abord contentés de la version de la police selon laquelle « un contrôle de police aurait mal tourné ; plusieurs jeunes s'en sont pris à la police ; 5 interpellations, 2 policiers blessés », la diffusion de cette video ne glorifie pas la police, et donne une version un peu moins catégorique concernant les faits.

Madame la Bourgmestre avant d'aller plus loin, j'aurais voulu savoir :

Que pouvez-vous nous dire de ces affrontements ?

Une enquête a-t-elle été ouverte ?

Pourquoi le contrôle a-t-il mal tourné ?

Pourriez vous expliquer l'utilisation de cette violence lors de cette journée sans voiture qui était pourtant paisible ?

Quel est le rôle de la prévention et des éducateurs dans ce genre de situation ?

Y a t'il un problème particulier dans ce quartier entre la police et les jeunes ?

Que fait la commune concrètement pour éviter cette escalade dangereuse et inquiétante ?

Je vous remercie pour vos réponses

*Jamal Ikazban
Chef de Groupe PS*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Ikazban,
Gemeenteraadslid PS, betreffende de confrontatie tussen de politie en jongeren
vlakbij het Metrostation Beekant.**

De Raad neemt kennis.

*Patricia Vande Maele entre en séance / treedt in zitting
Pierre Vermeulen entre en séance / treedt in zitting
Christian Magérus quitte la séance / verlaat de zitting
Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting
Mohammadi Chahid quitte la séance / verlaat de zitting
Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting
Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting
Olivia P'Tito quitte la séance / verlaat de zitting
Nader Rekik quitte la séance / verlaat de zitting
Farida Tahar quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Rahali quitte la séance / verlaat de zitting
Roland Vandenhove quitte la séance / verlaat de zitting
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting
Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting*

28.09.2016/A/0005 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement francophone - Propositions de candidatures au poste
d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'ASBL Decroly.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean s'est engagée, solidairement avec les communes de Forest et Saint Gilles, à assurer la reprise de l'Institut Decroly à dater du 1^{er} février 1994 ;

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean procède à la constitution d'une asbl « Institut Decroly » ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, modifié par celui du 18 novembre 1999 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les Statuts de l'asbl, notamment l'article 26 :

« L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de douze administrateurs, désignés par l'Assemblée générale sur la base de leur expertise dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion d'une association sans but lucratif.

Les Échevins de l'enseignement des membres sont, qualitate qua, administrateurs.

Chaque Conseil communal propose, à l'Assemblée générale, 3 administrateurs autres que l'Echevin de l'enseignement.

Les personnes ayant la direction des établissements dont l'association est le pouvoir organisateur et les personnes ayant la direction des autres services créés et/ou gérés par l'association peuvent être invitées si l'ordre du jour rend leur présence souhaitable. Néanmoins, le Conseil d'administration se réserve toujours la possibilité de se réunir en dehors de la présence de ces personnes.

Ils sont nommés pour un terme de six ans. Ils sont en tout temps révocables par l'Assemblée générale. Le mandat d'administrateur prend immédiatement fin après la première Assemblée générale qui suit le renouvellement des Conseils communaux ou lorsque la personne concernée ne dispose plus de la qualité en vertu de laquelle elle était habilitée à la représenter. »

Considérant que les statuts de l'asbl prévoient que la nomination des administrateurs et des administrateurs suppléants est décidée par l'Assemblée générale, sur proposition de chacun des Conseils communaux ;

Considérant que les statuts de l'asbl prévoient que les administrateurs et les administrateurs suppléants sont nommés sur la base de leur expertise dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion d'une association sans but lucratif ;

Considérant que parmi les quatre administrateurs que la Commune peut proposer l'Echevin de l'enseignement, Madame Françoise SCHEPMANS, est de plein droit administrateur ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer trois autres administrateurs ;

DECIDE :

Article 1 :

De proposer la candidature de Madame Patricia VANDE MAELE au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly

En effet, Madame Patricia VANDE MAELE se distingue par son expérience dans l'enseignement. Elle a d'ailleurs exercé la fonction d'Echevine de l'Instruction publique pendant plus d'une année

De proposer la candidature de Madame Dina BASTIN au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly » ;

En effet, Madame Dina BASTIN se distingue par son expertise dans l'enseignement spécialisé. Elle a d'ailleurs exercé la fonction de directrice de CPMS de l'enseignement spécialisé pendant 35 années.

De proposer la candidature de Madame Danielle DE WAELE au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly » ;

En effet, Madame Danielle DE WAELE se distingue par son expérience dans l'enseignement. Elle exerce d'ailleurs la fonction de conseillère pédagogique au Pouvoir organisateur de la commune de Molenbeek depuis années.

Article 2 :

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et aux services intéressés de la Fédération Wallonie-Bruxelles (enseignement spécial et Commission communautaire française) pour notification.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 25 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig basisonderwijs - Voorstel voor de betrekking van beheerder van de Raad van beheer van de VZGW Institut Decroly.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Nader Rekik entre en séance / treedt in zitting

28.09.2016/A/0006 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Petite enfance - Convention de fonctionnement avec l'asbl OLINA - Milieux d'accueil rue d'Enghien 51 'OLINA 5' et rue de Geneffe 22 'OLINA 6'.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 16 décembre 2015, par laquelle il décidait de ne plus confier la gestion des crèches communales francophones à l'asbl Molenkids et de le notifier à cette dernière; de confier à l'association sans but lucratif Olina la gestion de toutes les actuelles et futures crèches communales francophones dont, notamment, les crèches sises rue d'Enghien 51, avec une capacité de 36 enfants et rue de Geneffe 22 (coin chaussée de Merchtem), avec une capacité de 48 enfants;

Considérant que ceci porte le nombre de crèches/maisons d'accueil qui seront gérées par l'asbl OLINA à six (6); que le nombre total de places d'accueil monte à 202 places; que le total des subsides communaux, pour les 6 crèches, s'élève à un montant annuel de 646.000,00 €;

Considérant qu'actuellement, le coût annuel d'une place dans une crèche communale revient à 8.000 € (chiffre arrondi) à la Commune et que dès lors, la gestion de ces six crèches par l'asbl Olina constitue une économie considérable;

Considérant que des conventions de fonctionnement doivent être établies, relatives au crèches sises rue d'Enghien 51, nommée 'OLINA 5'(le Petit Train d'Olina), ainsi que rue de Geneffe 22, nommée 'OLINA 6'(les mélodies d'Olina) et déterminant les engagements tant de la part de l'asbl Olina que de la Commune;

Vu les projets de convention de fonctionnement ci-annexés;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver les termes des conventions de fonctionnement ci-annexées, relatives à l'exploitation des crèches 'Olina5' pour 36 enfants sise rue d'Enghien 51 et 'Olina6' rue de Geneffe 22 à 1080 Bruxelles, par l'asbl Olina.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 21 votes positifs, 1 vote négatif, 4 abstentions.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Kinderopvang - Werkingsovereenkomst met de vzw OLINA - Kinderdagverblijven Edingenstraat 51 'OLINA 5' en de Geneffestraat 22 'OLINA 6'.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 16 december 2015, waarbij hij besloot het beheer van de franstalige gemeentelijke kinderdagverblijven niet meer een de vzw Molenkids toe te vertrouwen en deze hiervan op de hoogte te brengen; aan de vzw Olina het beheer van alle actuele en nieuwe franstalige gemeentelijke kinderdagverblijven toe te vertrouwen waaronder de kinderdagverblijven gelegen Edingenstraat 51 met een capaciteit van 36 kinderen en de Geneffestraat 22 (hoek Steenweg op Merchtem), met een capaciteit van 48 kinderen;

Overwegende dat dit het aantal opvangmilieus/kinderdagverblijven die door de vzw OLINA zullen beheerd worden op zes (6) brengt; dat het totaal aantal opvangplaatsen dan naar 202 plaatsen gaat; dat het totaal van de gemeentelijke toelagen, voor deze 6 kinderdagverblijven, een jaarlijks bedrag is van 646.000,00 €;

Overwegende dat momenteel de kosten in een gemeentelijk kinderdagverblijf ten laste van de gemeente per jaar per opvangplaats 8.000 € (afgerond bedrag) bedragen en dat het in beheer geven van deze zes kinderdagverblijven aan de vzw Olina dus een aanzienlijke besparing vormt;

Overwegende dat er werkingsovereenkomsten dienen opgesteld te worden betreffende de kinderdagverblijven gelegen Edingenstraat 51, genaamd 'Olina5' (Le Petit Train d'Olina), evenals de Geneffestraat 22, genaamd 'Olina6'(Les mélodies d'Olina), die de verplichtingen van zowel de vzw Olina als van de Gemeente vastleggen;

Gelet op de ontwerpen van werkingsovereenkomsten in bijlage;

BESLUIT :

Enig artikel :

De termen goed te keuren van de werkingsovereenkomsten in bijlage, betreffende de uitbating van de kinderdagverblijven 'Olina5' voor 36 kinderen, gelegen Edingenstraat 51 en 'Olina6', gelegen de Geneffestraat 22, door de vzw Olina.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 21 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 4 onthoudingen.

28.09.2016/A/0007 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Enseignement fondamental francophone - Appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole n°9 « Augusta Marcoux » - Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de

l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26.09.2007 rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné du 13 juillet 2007 relative à l'appel à candidatures pour l'admission au stage de directeur ou à une désignation à titre temporaire dans une fonction de directeur ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12 septembre 2016 :

« Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de directeur tel que repris en annexe de la présente.

Article 2 :

De lancer un appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole primaire n°9 – Augusta Marcoux en application de l'article 57 du décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs. » ;

Considérant que la Commission paritaire locale de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée, en sa séance du 22.09.2009, sur le profil de la fonction de directeur d'un établissement scolaire communal et que celui-ci a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 08.07.2010 ;

Considérant que la Commission paritaire locale de Molenbeek-Saint-Jean a marqué son accord pour ne pas être consultée sur le profil à chaque appel, à la condition que le profil demeure inchangé ;

Considérant que l'appel susmentionné se limitera au palier 1, conformément aux dispositions de l'article 57 du décret du 02.02.2007 précité :

« **Article 57.** – *Nul ne peut être admis au stage à la fonction de promotion de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :*

1° avoir acquis une ancienneté de service de sept ans au sein du pouvoir organisateur dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie en cause, calculée selon les modalités fixées à l'article 34 du décret du 6 juin 1994 précité ;

2° être titulaire, à titre définitif, d'une fonction comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé par le pouvoir organisateur concerné ;

3° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de directeur à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 102 du présent décret ;

4° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 56, 2, 2° ;

5° avoir obtenu au préalable les attestations de réussite d'au moins trois modules de formation visés aux articles 17, §1^{er} et 18, §1^{er} du présent décret.

Dans l'enseignement fondamental, l'ancienneté visée à l'alinéa 1^{er}, 1° doit avoir été acquise au niveau fondamental.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, la condition de l'exercice d'une fonction comportant au moins une demi-charge est remplie si celle-ci est prestée dans l'enseignement organisé au sein d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs.» ;

Considérant qu'il y a lieu d'admettre au stage dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole n°9 dans les meilleurs délais et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE:

Article unique :

De confirmer l'appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction à l'Ecole primaire n°9 – Augusta Marcoux en application de l'article 57 du décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs.

Le Conseil approuve le point.
26 votants : 26 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Oproep tot kandidatuurstelling voor de toelating tot de stage van directeurfunctie van de Ecole n°9 “Augusta Marcoux” - Bevestiging.

De Raad keurt het punt goed.
26 stemmers : 26 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0008 **Prévention et Vie Sociale**
Événements - Marché de Noël 2016 - Modifications du Règlement.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 18 juin 2009 par laquelle il a décidé d'approuver, dans le cadre du traditionnel Marché de Noël, ayant lieu chaque année, dans le site du Château du Karreveld, un règlement destiné aux exposants du Marché de Noël, modifiée en date des 24 septembre 2013 et 23 septembre 2015;

Considérant que des modifications doivent y être apportées et que ces modifications ont été soumises pour analyse au service des Affaires juridiques ;

Considérant que les modifications sont les suivantes:

- Article 4-horaire:horaire d'arrivée des exposants (par lieu et par numéro de chalet)
- Article 6-sécurité:interdiction des bonbonnes de gaz pour cuisiner dans les chalets, sous réserve de conformité aux dispositions en vigueur en matière de sécurité et d'agrément aux normes C.E. ainsi qu'aux instructions de l'AFSCA
- limitation à 1000 watts pour les chauffeuses électriques
- interdiction des chauffeuses au bain d'huile et/ou de pétrole dans les chalets.
- les exposants apporteront leur propre chauffage
- Article 8-Hygiène

Les exposants qui vendent des produits alimentaires et des boissons doivent être enregistrés auprès de l'AFSCA (Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire) et doivent se conformer aux dispositions légales en matière d'hygiène et de salubrité alimentaire, contrôlées par l'AFSCA (Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire).

Les exposants respecteront les normes d'hygiène propres à leur métier. Ils ne pourront en aucun cas se soustraire aux contrôles effectués par les fonctionnaires ou agents habilités en matière d'hygiène et de salubrité alimentaire (A.F.S.C.A.).

-Article 11-respect des obligations pour les exposants: obligation d'établir un état des lieux à l'entrée et à la sortie

-Article 13-2:conditions de location de stands: introduction d'un tarif spécifique pour le carrousel;

-Article 15-annulation ou report: les cas de force majeure sont complétés, l'inondation a été ajoutée;

Ajout d'un article 15 :

Annulation ou report de l'événement

La responsabilité de l'Administration communale ne sera engagée en aucune manière si par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, le Marché de Noël devait être reporté, annulé ou fermé anticipativement.

Sont notamment considérés comme cas de force majeure : les guerres, les menaces d'attentats, les émeutes, les épidémies, les incendies, les grèves, les explosions, les

manifestations, les inondations, le changement climatique extrême et toute autre circonstance indépendante de la volonté de l'Administration Communale.

Dans un tel cas, les montants déjà versés à l'Administration communale seront dès lors remboursés aux exposants / participants du Marché de Noël.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver les modifications au règlement du Marché du Noël destiné aux exposants.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services :

- des Cultures,
- des Classes Moyennes,
- des Affaires juridiques.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Kerstmarkt 2016 - Wijzigingen van het Reglement.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2009 waardoor hij heeft besloten om, in verband met de traditionele Markt van Kerstmis die plaatsvindt, elk jaar aan het Kasteel van Karreveld, een reglement bestemd voor de exposanten van de Kerstmarkt, gewijzigd op 24 september 2013 en 23 september 2015, goed te keuren; Overwegende dat de wijzigingen van het reglement dienen te worden voorgesteld voor analyse aan de dienst Juridische zaken;

Overwegende dat de veranderingen de volgende zijn:

Artikel 4-uurrooster : planning van aankomst van de exposanten (per plaats en per chaletnummer)

Artikel 6-veiligheid: verbod om gasflessen om te koken in de chalets, onder voorbehoud van conformiteit met de schikkingen inzake veiligheid en aanvaarding van de EGnormen evenals met de instructies van FAVV

beperking tot 1000 watts voor de elektrische verwarmingsapparaten

verbod van gebruik van Radiatoren op olie en/of aardolie

de exposanten brengen hun eigen verwarmingsapparaten mee

Artikel 8-Hygiëne

De exposanten die etenswaren en dranken verkopen moeten geregistreerd zijn bij het FAVV

(Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen) en zich aanpassen aan de wettelijke voorschriften inzake hygiëne en de voedselgezondheid, gecontroleerd door het FAVV (Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen).

De exposanten moeten de hygiënenormen eigen aan hun vak naleven. Ze kunnen zich in geen geval onttrekken aan de controles uitgevoerd door de bevoegde ambtenaren of medewerkers betreffende de hygiëne en voedselgezondheid (FAVV).

Artikel 11-naleving van de verplichtingen voor de exposanten: verplichting om een plaatsbeschrijving bij hun aankomst en een plaatsbeschrijving van vertrek op het einde van de Kerstmarkt in te vullen.

Artikel 13-2: Huurvoorwaarden van de stands

Inbrengen van een specifiek tarief voor de draaimolen

Toevoeging van een artikel 15

Annulatie of uitstel van de evenement

De verantwoordelijkheid van het Gemeentebestuur zal in geen enkel geval aansprakelijk worden gesteld moest de Kerstmarkt bij toeval of overmacht, geannuleerd of anticipatief gesloten worden.

Worden als overmacht beschouwd: oorlogen, dreigingen tot aanslag, rellen, epidemie, stakingen, ontploffingen, betogingen, overstromingen, extreem klimaatverandering en om het even welke omstandigheid onafhankelijk van de wil van het Gemeentebestuur.

In dit geval, zullen de bedragen reeds gestort bij het gemeentebestuur zullen dus aan de exposanten / deelnemers van de Kerstmarkt terugbetaald worden.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enig artikel :

de wijzigingen gebracht aan het reglement van de Kerstmarkt bestemd voor de exposanten goed te keuren.

Verzending van het onderhavige besluit zal worden overgemaakt aan de diensten :

- Culturen,
- Middenstand,
- Juridische zaken.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0009 **Département Services généraux et Démographie**
Communication - Logo communal - Convention de création de logos, de chartes graphiques et de cession de droits - Madame Aurore BEAULISCH, graphiste.

LE CONSEIL,

Considérant qu'en 2013, l'Association sans but lucratif « Promouvoir les Cultures à Molenbeek », en abrégé « PCM », dont le siège social est situé 67 Chaussée de Merchtem à 1080 Bruxelles, a passé commande à Madame Aurore BEAULISCH, graphiste, domiciliée à 1050 Ixelles, rue Paul Emile Janson n°5, et enregistrée au Registre national sous le n° 81.11.30-136.63, de la création d'un logo dans le cadre de l'événement « Molenbeek, Métropole Culture 2014 » ;

Vu la décision du Collège échevinal de Molenbeek-Saint-Jean en sa séance du 23 mars 2015 d'utiliser l'adaptation du logo « Molenbeek 2014 » en « Molenbeek 1080 » comme nouveau logo communal sur les supports et vecteurs de communication de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que cette adaptation a été faite par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à la suite de « Molenbeek 2014 » pour pouvoir pérenniser l'identité visuelle forte que cet événement a popularisée ;

Considérant que Madame Aurore BEAULISCH a marqué verbalement son accord quant à cette adaptation graphique ;

Considérant qu'il convient d'entériner cet accord ;

Considérant qu'il convient également de définir les modalités d'utilisation de ce logo ;

Considérant que la déclinaison du logo communal peut s'envisager pour créer des logos similaires pour des associations sans but lucratif ayant un lien fort avec la Commune ;

Considérant que la signature d'une convention est de nature à remplir ces attentes ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention tripartite entre l'ASBL « Promouvoir les Cultures à Molenbeek », Madame Aurore BEAULISCH et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean sur la création et les modalités d'utilisation du nouveau logo communal officiel, ainsi que les déclinaisons qui pourront en être faites.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 25 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Communicatie - Gemeentelijk logo - Overeenkomst voor creatie van logo's, grafische charters en overdracht van rechten - Mevrouw Aurore BEAULISCH, ontwerpster.

DE RAAD,

Overwegende dat de Vereniging zonder winstoogmerk “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, afgekort “PCM”, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Steenweg op Merchtem 67 te 1080 Brussel, een bestelling doorgaf aan Mevrouw Aurore BEAULISCH, ontwerpster, wonende te 1050 Elsene, Paul Emile Jansonstraat 5, met als Nationaal registernummer 81.11.30-136.63, in 2013 zodat deze laatste een logo in het kader van het evenement “Molenbeek, Culturele Hoofdstad 2014” creëert;

Gezien de beraadslaging van het Schepencollege in zijn zitting van 23 maart 2015 om de aanpassing van het logo “Molenbeek 2014” tot “Molenbeek 1080” te gebruiken als nieuw gemeentelijk logo op de documenten en communicatievectoren van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat deze aanpassing door de gemeente Sint-Jans-Molenbeek gemaakt werd ten gevolge van “Molenbeek 2014” om de sterke visuele identiteit die deze gebeurtenis heeft gepopulariseerd, te ondersteunen;

Overwegende dat Mevrouw Aurore BEAULISCH hiervoor mondeling haar akkoord gaf;

Overwegende dat dit akkoord moet bekrachtigd worden;

Overwegende dat de gebruiksmodaliteiten van dit logo moeten bepaald worden;

Overwegende dat de aanpassing van het gemeentelijk logo kan beschouwd worden om gelijksoortige logo's te ontwerpen voor verenigingen zonder winstoogmerk die een sterke band met de Gemeente hebben ;

Overwegende dat de ondertekening van een overeenkomst aan deze verwachtingen kan voldoen;

BESLUIT :

Enig artikel :

De tripartiete overeenkomst tussen de VZW “Promouvoir les Cultures à Molenbeek”, afgekort “PCM”, Mevrouw Aurore BEAULISCH en de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek over het ontwerp van het nieuwe gemeentelijke logo en de voorwaarden van zijn gebruik, alsook de aanpassingen die kunnen gemaakt worden, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 onthouding.

28.09.2016/A/0010 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Dossier école provisoire Windekind - Occupation d'un terrain appartenant au CPAS de la Ville de Bruxelles - Conclusion d'un contrat d'occupation précaire pour 3 ans - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que l'école communale Windekind, sise à 1080 Bruxelles, rue Jean-Baptiste Decock, 54, doit être reconstruite ; que l'école actuelle est vétuste et qu'elle ne répond plus aux exigences minimales pour accueillir des enfants ;

Considérant qu'une école provisoire doit être aménagée par le placement de conteneurs et que l'installation de ces derniers est prise en charge par la Vlaamse Gemeenschapcommissie ;

Considérant que l'installation des conteneurs a débuté en juillet 2016 et s'est effectuée sur le terrain, voisin de l'école, sis au n°60 de la rue Jean-Baptiste Decock ; que ce terrain appartient à la Commune ;

Considérant que l'installation des conteneurs et d'autres travaux annexes indispensables à l'ouverture de l'école ont été réalisées suite à l'occupation d'un terrain appartenant au CPAS de la Ville de Bruxelles, sis rue Jean-Baptiste Decock (voisin du n°60) et répertorié au Cadastre dans la 3^{ème} Division, Section B, sous les n° 819 K 6 et 819 F 6 (voir plans en annexe) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 juillet 2016 aux termes de laquelle « la Commune prend à sa charge la location en occupation précaire, d'un terrain à front de la rue JB Decock, appartenant au CPAS de la Ville de Bruxelles » ;

Considérant que, vu l'urgence du projet, l'occupation dudit terrain a commencé dès le 1^{er} juillet 2016 dans la mesure où l'école provisoire doit être opérationnelle au 1^{er} septembre 2016 ; que ce terrain constituera le seul accès vers l'école provisoire pendant la durée de reconstruction de l'école Windekind et qu'un passage sécurisé y a été aménagé ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre le CPAS de la Ville de Bruxelles et la Commune pour un montant fixé à 1.000 Euro par an, pendant une durée de 3 ans, prenant cours le 1^{er} juillet 2016 pour se terminer le 31 août 2019, lorsque les travaux de reconstruction de l'école Windekind et le démontage des conteneurs seront terminés ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins formulée en sa séance du 12 septembre 2016 ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver la conclusion de la convention d'occupation précaire, ci annexée, entre la Commune et le CPAS de la Ville de Bruxelles pour le terrain situé à la rue Jean-Baptiste Decock et répertorié au Cadastre dans la 3^{ème} Division, dans la Section B, sous les n° 819 K 6 et 819 F 6.

Expédition de la présente délibération au(x) service(s) suivant(s) : B19 (OA – 002), B32, B41

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 26 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Dossier tijdelijke school Windekind - Bezetting van een terrein van de OCMW van Brusselstad - Afsluiting van een overeenkomst van tijdelijke bezetting voor 3 jaar - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de Gemeenteschool Windekind gelegen te 1080 Brussel Jean-Baptiste Decockstraat, 54 moet herbouwd worden; dat de huidige school is oud en dat ze niet meer aan de minimale eisen om kinderen te ontvangen beantwoordt;

Overwegende dat een voorlopige school door het plaatsen van containers moet gebouwd worden en dat de Vlaams gemeenschap commissie belast is met de instelling van containers;

Overwegende dat de plaatsing van de containers in juli 2016 is begonnen en dat ze op het nevengelegen terrein op het nummer 60 van de Jean-Baptiste Decockstraat ingericht werden; dat dit terrein de eigendom van de Gemeente is;

Overwegende dat de plaatsing van de containers en andere aanvullende werken die noodzakelijk zijn voor de opening van de school uitgevoerd werden door de bezetting van nabijgelegen terrein gekadastréerd verdeling 3, afdeling B, 819 K 6 en 819 F 6 te gebruiken, die gelegen is op Jean-Baptiste Decockstraat (dichtbij het nummer 60) en die tot de OCMW van Brusselstad behoort (zie plannen in bijlage);

Gezien de beslissing van het College van de Burgemeester en Schepenen d.d. 4 juli 2016 dat de Gemeente de tijdelijke bezettingshuur van een terrein die gelegen is aan de voorkant van de JB Decockstraat en die tot de OCMW van Brusselstad behoort, op zich neemt;

Overwegende dat ingevolge de dringendheid van de project de bezetting van het bovenvermelde terrein sinds 1^{ste} juli begonnen is, aangezien de tijdelijke school op 1^{ste} september 2016 klaar moet worden; dat dit terrein de enige toegang naar de tijdelijke school zal vormen en dat een veilige doorgang ingericht werd;

Overwegende dat daarom een overeenkomst van tijdelijke bezetting tussen de OCMW van Brusselstad en de Gemeente moet afgesloten worden voor een bedrag van 1.000 Euro per jaar gedurende 3 jaar met ingangsdatum op de 1^{ste} juli 2016 tot 31 augustus 2019 wanneer de verbouwingswerken van de School Windekind en de ontmanteling van de containers voorbij zullen worden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen zoals geformuleerd in haar zitting van 12 september 2016;

BESLUIT :

Enig artikel :

De afsluiting van de overeenkomst van tijdelijke bezetting, in bijlage, tussen de Gemeente en de OCMW van Brusselstad betreffende het terrein gelegen te 1080 Brussel Jean-Baptiste Decockstraat en gekadastréerd verdeling 3, afdeling B, 819 K 6 en 819 F 6, goed te keuren.

Een kopie van de onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B19 (OA – 002), B32, B41

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

GRH - Règlement de travail - Annexe 12 - Règlement sur les concierges des bâtiments communaux.

LE COLLGE,

Considérant que le règlement de travail de l'administration a été fixé en 2006, depuis lors plusieurs modifications ont été faites.

Considérant que suite à l'augmentation, depuis 2006, du nombre d'agents, de services et des tâches à exécuter par le personnel communal, la multiplicité et la complexité des attentes des citoyens, les changements socio-économiques et technologiques de plus en plus rapides, ajouté à cela la situation financière actuelle de l'administration, il est nécessaire d'opérer à des modifications supplémentaires afin de permettre à l'administration d'utiliser de manière optimale les ressources disponibles afin d'assurer un meilleur service ;

Considérant que l'administration publique a, elle aussi, un devoir d'efficacité organisationnelle afin de rencontrer les besoins multiples du citoyen-usager et du citoyen-client de plus en plus exigeant et averti ;

DECIDE

Article unique

De proposer, après négociation au conseil communal, d'adapter l'annexe 12- règlement sur les concierges des bâtiments communaux – comme prévu dans le document en annexe

L'amendement déposé par Monsieur De Block est rejeté par 19 votes négatifs, 5 votes positifs et 2 abstentions.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 20 votes positifs, 6 abstentions.

Departement Human Resources

HRM - Arbeidsreglement - Bijlage 12 - Reglement op de huisbewaarders van de gemeentegebouwen.

Het amendement neergelegd door Mijnheer De Block wordt verworpen door 19 negatieve stemmen, 5 positieve stemmen en 2 onthoudingen.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 20 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

28.09.2016/A/0012 **Département des Ressources Humaines**
GRH - Règlement de travail - annexe 16 - Surveillant éducateur.

LE CONSEIL,

Vu la décision du conseil communal du 23/05/2013 par laquelle il fixe le statut administratif des éducateurs ;

Vu le décret du 11.04.2014 relatif à la Réforme des Titres et Fonctions dans l'enseignement francophone ;

Considérant que ce décret entre en vigueur au 1er septembre 2016 ;

Considérant que la Réforme des Titres et Fonctions a pour vocation d'harmoniser les titres, fonctions et barèmes des professionnels de l'enseignement fondamental et secondaire de tous les réseaux en Fédération Wallonie-Bruxelles. ;

Considérant qu'elle vise également à garantir la priorité aux titres requis sur les titres

suffisants et à instaurer un régime de titres en pénurie ;

Considérant que la nouvelle législation ne permet de subventionner que les personnes qui ont un titre requis (vu le nombre important de titres requis possibles, nous ne pourrions pas démontrer la pénurie)

Considérant que la FWB souhaite professionnaliser la fonction d'éducateur et que dès lors les formations d'éducateur a2 et d'agent d'éducation ne pourront être subsidiées dans la mesure où ces diplômes ne seraient reconnus que dans le cadre d'un titre de pénurie ;

Considérant, dès lors, que nos agents occupant les postes d'éducateurs sont détenteurs d'un diplôme repris dans la liste des titres en pénurie ou n'ont pas le titre requis, qu'ils passeront dès lors après les personnes qui disposent du titre requis ou du titre jugé suffisant ;

Considérant qu'en outre si certains de nos agents occupant les postes d'éducateurs actuellement se voyaient reconnaître malgré tout leur titre de pénurie, vu leur ancienneté importante due à leur passé d'animateurs dans nos écoles, le subventionnement avec un titre de pénurie leur serait très défavorable ;

Considérant que le personnel présent ne possède pas le titre requis pour exécuter la fonction d'éducateur ;

Considérant que, dès lors, ce poste d'éducateur, doit être adapté à la nouvelle législation ;

Considérant que par ailleurs ce personnel ne preste que 36h/semaine, pas le mercredi après-midi, ni pendant les vacances scolaires (hormis une semaine en juillet et une en août) ;

Considérant, dès lors, que ce personnel est rémunéré pour des prestations non effectuées ;

Considérant que cela constitue une importante discrimination envers le reste du personnel de l'administration et que rien ne justifie ce régime particulier ;

Considérant que l'ensemble du personnel doit être considéré de la même manière ;

Considérant que ce personnel avait été engagé à l'origine comme personnel d'accueil ;

Considérant que l'administration est sous plan financier et qu'elle doit gérer au mieux les moyens dont elle dispose pour assurer un bon taux d'encadrement dans ses écoles ;

Vu la situation financière de l'administration ;

Vu le plan d'assainissement ;

DECIDE

Article unique :

De proposer, après négociation, au conseil communal d'adapter le règlement sur les éducateur comme prévu dans le document en annexe.

Le Conseil approuve le point.

26 votants : 20 votes positifs, 1 vote négatif, 5 abstentions.

Departement Human Resources

HRM - Arbeidsreglement - Bijlage 16 - Toezichter-opvoeder.

De Raad keurt het punt goed.

26 stemmers : 20 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 5 onthoudingen.

Lhoucine Aït Jeddig entre en séance / treedt in zitting

28.09.2016/A/0013 **Receveur Communal**

Recette communale - Comptes annuels 2015.

LE CONSEIL,

Vu les articles 238 à 242 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 44 et 72 à 79 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la circulaire du 31 mai 1989 du Ministre de l'Intérieur évoquant la présentation d'un rapport relatif à la synthèse des comptes et à la gestion des finances communales ;

Vu la circulaire du 10 septembre 1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la présentation et au contenu des comptes annuels des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la circulaire du 07.03.2016 de Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la clôture des comptes annuels de l'exercice 2015 ;

Considérant que Madame le Receveur communal a présenté les comptes ainsi que leurs annexes le 05.09.2016 au Collège des Bourgmestres et Echevins;

Considérant, qu'après vérification, il a été constaté que tous les actes relevant de la compétence du Collège ont été correctement portés aux comptes ;

DECIDE:

Article unique :

De certifier que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestres et Echevins ont été correctement portés aux comptes et de notifier l'arrêt définitif des comptes de l'exercice 2015 à Madame le Receveur communal.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 20 votes positifs, 7 abstentions.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - Jaarrekeningen 2015.

DE RAAD,

Gezien de artikels 238 tem 242 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien de artikels 44 en 72 tot 79 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 met betrekking tot het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding;

Gezien de omzendbrief van 31 mei 1989 van de Minister van Binnenlandse Zaken met het verzoek tot het voorleggen van een rapport met betrekking tot de synthese van de rekeningen en het financieel beheer;

Gezien de omzendbrief van 10 september 1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de presentatie en de inhoud van de jaarrekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien de omzendbrief van 07.03.2016 van de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het afsluiten van de jaarrekeningen van het dienstjaar 2015;

Gezien de Gemeenteontvanger zowel de rekening als hun bijlagen heeft voorgesteld op datum van 05.09.2016 aan het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat het Schepencollege bevestigt dat alle akten op boekhoudkundig gebied, waarvoor zij bevoegd is, op correcte wijze in rekening gebracht werden;

BESLIST :

Enig artikel :

Tot het bevestigen dat alle akten waarvoor het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd is op correcte wijze in rekening gebracht werden en hetmededelen van het definitief afsluiten van de rekeningen van het dienstjaar 2015 aan Mevrouw de Gemeenteontvanger.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 20 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

28.09.2016/A/0014 **Receveur Communal**

Recette communale - Vérification de l'encaisse communale au 30 juin 2016.

LE CONSEIL,

Considérant que la situation de l'encaisse communale au 30 juin 2016 a été vérifiée par Monsieur l'Echevin des Finances délégué;

Considérant que le solde positif à justifier par le Receveur communal s'élève à 4.132.481,02 € tel qu'il est repris dans la situation de trésorerie détaillée ci-annexée ;

Considérant que ce solde inclut un crédit à terme fixe de 75.000.000€ auprès de BRINFIN;

Considérant qu'aucune observation n'est à formuler concernant cette vérification, l'encaisse correspondant exactement aux montants à justifier ;

Vu l'article 131 de la loi communale ;

Vu l'article 81 du nouveau Règlement sur la comptabilité communale ;

Prend connaissance du procès-verbal de la vérification de l'encaisse communale au 30 juin 2016 conformément aux dispositions de l'article 131 de la nouvelle loi communale.

Le Conseil prend connaissance.

Gemeenteontvanger

Dienst Gemeenteontvangerij - Verificatie van het gemeentekasgeld tot en met 30 juni 2016.

DE RAAD,

Overwegende dat het nazicht van het kasgeld tot en met 30 juni 2016 werd uitgevoerd door de Schepen van Financiën;

Overwegende dat het positief saldo te verklaren door de Gemeenteontvanger 4.132.481,02 € bedraagt zoals dit bedrag in bijlage werd gerechtvaardigd;

Overwegende dat het resultaat een lening op vaste termijn bevat van 75.000.000€ bij BRINFIN;

Overwegende dat geen enkele opmerking geformuleerd is bij deze verificatie, de gemeentekas correspondeert exact met het geformuleerde bedrag;

Gezien artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gezien artikel 81 van het Nieuw Reglement op de gemeenteboekhouding;

Neemt kennis van het proces-verbaal van de verificatie van het gemeentekasgeld tot en met 30 juni 2016 in overeenstemming met de bepalingen van artikel 131 van de nieuwe gemeentewet.

De Raad neemt kennis.

Finances - Modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2015.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement général sur la Comptabilité communale;
Considérant que les insuffisances de crédits constatées à l'exercice 2015 ont fait l'objet de modifications budgétaires;
Considérant que ces modifications prennent valeur au 31.12.2015 et emportent, dès lors, leur intégration au compte budgétaire 2015, dès leur vote par le Conseil communal;
Considérant que ces modifications budgétaires de clôture ne peuvent viser que des dépenses existantes et engagées régulièrement au cours de l'exercice concerné;

DECIDE :

Article unique :
D'approuver les modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2015.

Expédition de la présente délibération sera faite à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 20 votes positifs, 7 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Begrotingswijzigingen betreffende de afsluiting van het dienstjaar 2015.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het algemeen Reglement op de Gemeentelijke Boekhouding;
Overwegende dat de krediettekorten vastgesteld in het dienstjaar 2015 het voorwerp uitmaken van begrotingswijzigingen;
Overwegende dat deze wijzigingen ingaan op 31.12.2015 en derhalve dienen opgenomen te worden in de begrotingsrekening 2015 zodra ze door de Gemeenteraad worden aangenomen;
Overwegende dat deze begrotingswijzigingen van afsluiting slechts betrekking kunnen hebben op verplichte uitgaven en regelmatig vastgelegde uitgaven tijdens het desbetreffende dienstjaar;

BESLUIT:

Enig artikel :
De begrotingswijzigingen voor de afsluiting van het dienstjaar 2015 goed te keuren.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 20 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

**Economat - Nouvelle loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26 par. 1^{er}, 1^oa) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

20 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour le service du Cimetière. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 28.499,99 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

20 juin 2016 – Achat de conteneurs et de poubelles pour la Propreté publique. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 14.999,99 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

20 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour le service Garage. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 5.999,99 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

27 juin 2016 – Achat d'outillage pour le service des Propriétés communales. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 4.500,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

27 juin 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour les crèches communales. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 10.000,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

11 juillet 2016 – Réparation d'un bus scolaire. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 6.572,40 EUR TVAC – 1360/745/53 - fonds d'emprunts

11 juillet 2016 – Achat de mobilier urbain pour le service du Pavage. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 80.000,00 EUR TVAC – 4230/741/52 - fonds d'emprunts

25 juillet 2016 – Achat de mobilier pour l'école Windekind. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 17.000,00 EUR TVAC – 0000/741/51 – subsides

23 août 2016 – Achat de matériel d'exploitation pour les écoles néerlandophones. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 4.000,00 EUR TVAC – 0000/744/98 – fonds d'emprunts

DECIDE:

Article unique :

d'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 21 votes positifs, 6 abstentions.

Departement Financiën

Economaat - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 par. 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26 par. 1, 1^oa) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

20 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Kerkhof. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 28.499,99 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

20 juni 2016 – Aankoop van containers en afvalcontainers voor de dienst Openbare reinheid. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 14.999,99 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

20 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Garage. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 5.999,99 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

27 juni 2016 – Aankoop van gereedschap voor de gemeentelijke Eigendommen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 4.500,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

27 juni 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de gemeentelijke creches. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 10.000,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

11 juli 2016 – Herstelling van een schoolbus. Aankoop van exploitatiemateriaal voor de dienst Beplantingen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 6.572,40 euro BTW inbegrepen – 1360/745/53 – leningsfondsen

11 juli 2016 – Aankoop van straatmeubilair voor de Bestratingdienst. Goedkeuring

van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 80.000,00 euro BTW inbegrepen – 4230/741/52 – leningsfondsen

25 juli 2016 – Aankoop van meubilair voor de school Windekind. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 17.000,00 euro BTW inbegrepen – 0000/741/51 - leningsfondsen

23 augustus 2016 – Aankoop van exploitatiemateriaal voor de Nederlandstalige scholen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 4.000,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

BESLUIT:

Enige artikel :

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 21 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

28.09.2016/A/0017 **Département Finances**

**Economat - Nouvelle loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -
Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234 par. 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26 par. 1^{er}, 1^oa) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services;

EST INFORME DES DECISIONS DU COLLEGE SUIVANTES :

5 septembre 2016 – Achat de matériel de gymnastique. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 5.500,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts

12 septembre 2016 – Achat d'un G.S.M. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 350,00 EUR TVAC – 1040/742/54 - fonds d'emprunts

12 septembre 2016 – Achat de matériel informatique d'occasion pour les écoles francophones. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à

consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 25.000,00 EUR TVAC – 7223/742/53 - fonds d'emprunts
12 septembre 2016 – Achat de 2 enregistreurs pour le Collège et le Conseil. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 1.400,00 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
12 septembre 2016 – Achat de packs biométriques pour le service Population. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 58.377,66 EUR TVAC – 0000/744/98 - fonds d'emprunts
19 septembre 2016 – Achat de photocopieurs pour divers services communaux. Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter. Application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale – procédure négociée – 35.799,64 EUR TVAC – 1040/742/52, 7222/742/52 et 0000/744/98 - fonds d'emprunts

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 21 votes positifs, 6 abstentions.

Departement Financiën

Economaat - Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 par. 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door onderhandelingsprocedure volgens artikel 26 par. 1, 1^oa) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE :

5 september 2016 – Aankoop van turnmateriaal. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 5.500,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

12 september 2016 – Aankoop van één G.S.M. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 350,00 euro BTW inbegrepen – 1040/742/54 – leningsfondsen

12 september 2016 – Aankoop van tweedehands informatica materiaal voor de Franstalige scholen. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's

tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 25.000,00 euro BTW inbegrepen – 7223/742/53 – leningsfondsen

12 september 2016 – Aankoop van 2 recorders voor het College en de Raad. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 1.400,00 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

12 september 2016 – Aankoop van biometrische pakken voor de dienst Bevolking. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 58.377,66 euro BTW inbegrepen – 0000/744/98 – leningsfondsen

19 september 2016 – Aankoop van fotokopieerapparaten voor verschillende gemeentediensten. Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's tot dewelke men zich wendt. Toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet – onderhandelingsprocedure – 35.799,64 euro BTW inbegrepen – 1040/742/52, 7222/742/52 et 000/744/98 – leningsfondsen

EN BESLUIT,

Enige artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 21 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

28.09.2016/A/0018 **Département Finances**
Finances - Fabrique d'église Sainte-Barbe - Compte 2015.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe nous a fait parvenir le compte de l'exercice 2014 ;

Considérant que ce compte se présente comme suit :

RECETTES	25.641,14 EUR
DEPENSES	26.360,22 EUR
MALI	-719,08 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises modifié par

l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'émettre un avis favorable sur le compte 2015 de la fabrique d'église Sainte-Barbe.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Barbara - Rekening 2015.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara ons de rekening van het dienstjaar 2015 geworden ;

Overwegende dat de rekening, zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	25.641,14 EUR
UITGAVEN	26.360,22 EUR
MALI	-719,08 EUR

Gezien het Keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der Erediensten ;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies te geven over de rekening 2015 van de kerkfabriek Sint-Barbara.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0019 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Logements temporaires - Transit - Reconduction du mandat de gestion avec l'asbl
La MAIS et augmentation du nombre de logements de transit.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 13.09.2013 décidant de transférer la gestion locative des

logements communaux de transit à l'asbl La MAIS et d'approuver le projet de mandat de gestion y afférent ;
Vu sa délibération du 13.09.2013 décidant des logements communaux de transit entre la Commune et la MAIS ;
Considérant que le mandat de gestion en question arrive à son terme le 30/09/2016 ;
Considérant l'évaluation de la prise en gestion des logements de transit par l'asbl La MAIS a été réalisée le 23 juin 2016 ;
Considérant que suite à cette évaluation il apparaît opportun de reconduire la gestion locative des logements de transit communaux par l'agence immobilière sociale, La MAIS ;
Considérant que la Note de politique générale 2012-2018 prévoit notamment d'accroître le nombre de logements de transit sur le territoire de la Commune ;
Considérant que cette augmentation du nombre de logements de transit devrait permettre de mieux répondre aux besoins de relogement d'une partie de la population, et principalement des personnes dont le logement est en rénovation (opérations-tiroirs) et des victimes de marchands de sommeil (et encourager ainsi les plaintes et donc voir le phénomène diminuer)
Considérant que les logements communaux sis rue des Quatre Vents 079 duplex 2^{ème} et 3^{ème} étage, rue Saint-Martin 006 3^{ème} étage et rue Saint-Martin 028 rez-de-chaussée gauche sont libres d'occupation et peuvent être convertis en logement de transit ;
Considérant que la gestion locative de ces logements sera assurée par l'asbl La MAIS ;
Considérant que l'accompagnement social des personnes hébergées dans ces logements sera renforcé par l'engagement d'un travailleur social à mi-temps au sein de la MAIS ;
Considérant que l'administration communale sera consultée pour ce recrutement ;
Considérant que la recherche de partenaires associatifs sera également privilégiée en vue de renforcer l'accompagnement social des personnes hébergées au logement de transit et en vue d'élargir le transit à des problématiques spécifiques ;
Considérant que le logement sis rue Saint-Martin 028 rez-de-chaussée gauche sera consacré au projet Housing First visant l'insertion sociale des personnes sans-abri les plus fragiles;
Considérant que la prise en gestion de logements communaux supplémentaires sis rue des Quatre Vents 079 duplex 2^{ème} et 3^{ème} étage, rue Saint-Martin 006 3^{ème} étage et rue Saint-Martin 028 rez-de-chaussée gauche nécessite d'augmenter le loyer global payé mensuellement à la Commune par l'asbl La MAIS;
Considérant que les frais de gestion seront déduits du loyer à raison de 5% par mois ainsi que les éventuelles interventions techniques;
Considérant qu'il y a dès lors lieu de rédiger un mandat de gestion conclu entre l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS pour une durée de trois ans ;
Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12.09.2016 ;

D E C I D E :

Article 1 :

De convertir les logements communaux sis rue des Quatre Vents 079 duplex 2^{ème} et 3^{ème} étage, rue Saint-Martin 006 3^{ème} étage et rue Saint-Martin 028 rez-de-chaussée gauche en logements de transit ;

Article 2 :

D'approuver la reconduction de la gestion locative des logements de transit communaux par l'asbl La MAIS ;

Article 3 :

D'approuver le projet de mandat de gestion conclu entre l'administration communale

de Molenbeek-Saint-Jean et l'asbl La MAIS pour une durée de trois ans ;

Article 4 :

D'approuver l'augmentation du loyer global payé mensuellement à la Commune par l'asbl La MAIS dans le cadre de la prise en gestion des logements supplémentaires sis rue des Quatre Vents 079 duplex 2^{ème} et 3^{ème} étage, rue Saint-Martin 006 3^{ème} étage et rue Saint-Martin 028 rez-de-chaussée gauche, à savoir :

Adresse	Localisation	Type	Loyer
Rue du Cinéma 21	2 ^e et 3 ^e étage	1 chambre	global
Rue du Cinéma 21	Rez et 1 ^{er}	1 chambre	global
Chaussée de Gand 171	3 ^e ème	1 chambre	global
Quai de l'Industrie 059	2 ^e ème gauche arrière	2 chambres	global
Rue du Jardinier 079	Rez	flat	global
Rue Mommaerts 001	2 ^e ème	4 chambres	global
Rue du Niveau 1-3	Rez et 1 ^{er}	2 chambres	global
Rue de la Perle 17	3 ^e ème et 4 ^e ème	3 chambres	global
Rue des Quatre Vents 079	2 ^e ème et 3 ^e ème	4 chambres	global
Rue Saint-Martin 006	3 ^e ème	2 chambres	global
Rue Saint-Martin 028	Rez droit	1 chambre	global
Rue Saint-Martin 028	Rez gauche	1 chambre	global
Rue Saint-Martin 028	2 ^e ème centre	flat	global
Rue Saint-Martin 028	4 ^e ème droite	flat	global
Rue Saint-Martin 028	4 ^e ème gauche	1 chambre	global
Rue Vandermaelen 007	Rez droit	1 chambre	global
Rue Vandermaelen 007	Rez gauche	1 chambre	global
Rue Vandermaelen 007	1 ^{er}	3 chambres	global
Rue Vandermaelen 007	2 ^e ème	3 chambres	global
Rue Vandermaelen 007	3 ^e ème droite	flat	global
Rue Vandermaelen 007	3 ^e ème gauche	1 chambre	global
		TOTAL	5 700 EUR/mois

Article 5 :

De déduire les frais de gestion, à raison de 5% par mois, du montant du loyer correspondant dès lors à 5 415 EUR;

Article 6:

De déduire du loyer les coûts engendrés par d'éventuelles interventions techniques .

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Tijdelijke woningen - Transit - Verlenging van het beheersmandaat met de vzw
MAIS en verhoging van het aantal transitwoningen.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 13.09.2013 tot beslissing om het huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen over te dragen aan de vzw LA MAIS en het ontwerp van het betreffende beheersmandaat goed te keuren;

Gelet op zijn beraadslaging van 13.09.2013 tot beslissing over de gemeentelijke transitwoningen tussen de Gemeente en de MAIS.

Overwegende dat het beheersmandaat in kwestie tot zijn einde komt op 30.09.2016;

Overwegende dat de evaluatie van het beheerrecht van de transitwoningen door de vzw MAIS verwezenlijkt werd op 23 juni 2016;

Overwegende dat tengevolge van deze evaluatie, het opptuun blijkt het huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen door het sociaal verhuurkantoor, LA MAIS, te verlengen;

Overwegende dat de Algemene Beleidsnota 2012-2018 onder andere voorziet om het aantal transitwoningen op het gemeentelijk grondgebied te verhogen;

Overwegende dat deze stijging van het aantal transitwoningen het zou moeten mogelijk maken om beter te beantwoorden aan de behoeftes van de herhuisvesting van een gedeelte van de bevolking, en vooral mensen van wie de woning wordt gerenoveerd (schuifoperaties) en de slachtoffers van de huisjesmelkers (en zo de klachten aan te moedigen en het fenomeen dus zien verminderen);

Overwegende dat de gemeentelijke woningen gelegen Vier-Windenstraat 079, duplex 2^{de} en 3^{de} verdieping, Sint-Maartenstraat 006 3^{de} verdieping en Sint-Maartenstraat 028 benedenverdieping links, niet verhuurd zijn en dus tot transitwoningen kunnen omgevormd worden;

Overwegende dat het huurbeheer van deze woningen zal verzekerd worden door de vzw LA MAIS;

Overwegende dat de sociale begeleiding van de mensen ondergebracht in deze woningen versterkt zal worden door de aanwerving van een halftijdse sociaal werker binnen LA MAIS;

Overwegende dat het gemeentebestuur geraadpleegd zal worden voor deze aanwerving;

Overwegende dat de zoektocht naar verenigingen als partners eveneens zal bevoorrecht worden om de sociale begeleiding te versterken van de mensen ondergebracht in transitwoningen teneinde de transit te verbreden tot specifieke problematieken;

Overwegende dat de woning gelegen Sint-Maartenstraat 028 benedenverdieping links zal dienen voor het project Housing First bedoeld voor de sociale inschakeling van de zwakste daklozen;

Overwegende dat het beheerrecht op de bijkomende gemeentelijke transitwoningen gelegen Vier-Windenstraat 079, duplex 2^{de} en 3^{de} verdieping, Sint-Maartenstraat 006 3^{de} verdieping en Sint-Maartenstraat 028 benedenverdieping links, het noodzakelijk maakt om de globale huurprijs die maandelijks betaald wordt aan de Gemeente door de vzw LA MAIS, te verhogen;

Overwegende dat er dus moet overgegaan worden tot het opstellen van een beheersmandaat afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw LA MAIS voor een periode van drie jaar;

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 12.09.2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

De gemeentelijke woningen gelegen Vier-Windenstraat 079, duplex 2^{de} en 3^{de} verdieping, Sint-Maartenstraat 006, 3^{de} verdieping en Sint-Maartenstraat 028 benedenverdieping links, om te vormen tot transitwoningen;

Artikel 2 :

De verlenging goed te keuren van het huurbeheer van de gemeentelijke transitwoningen door de vzw LA MAIS;

Artikel 3 :

Het ontwerp goed te keuren van het beheersmandaat afgesloten tussen het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek en de vzw LA MAIS voor een periode van drie jaar;

Artikel 4 :

De verhoging goed te keuren van de globale huurprijs die maandelijks betaald wordt aan de Gemeente door de vzw LA MAIS in het kader van het beheerrecht op de bijkomende woningen gelegen Vier-Windenstraat 079, duplex 2^{de} en 3^{de} verdieping, Sint-Maartenstraat 006 3^{de} verdieping en Sint-Maartenstraat 028 benedenverdieping links, te weten:

Adres	Lokalisatie	Soort	Huurprijs
Cinemastraat 21	2 ^{de} en 3 ^{de} verdieping	1 kamer	globaal
Cinemastraat 21	Benedenverdieping en 1 ^{ste} verdieping	1 kamer	globaal
Gentsesteenweg 171	3 ^{de}	1 kamer	globaal
Nijverheidskaai 059	2 ^{de} links achteraan	2 kamers	globaal
Hoveniersstraat	Benedenverdieping	flat	globaal
Mommaertsstraat	2 ^{de}	4 kamers	globaal
Waterpasstraat 1-3	Benedenverdieping en 1 ^{ste} verdieping	2 kamers	globaal
Parelstraat 17	3 ^{de} en 4 ^{de}	3 kamers	globaal
Vier-Windenstraat	2 ^{de} en 3 ^{de}	4 kamers	globaal
Sint-Maartenstraat 006	3 ^{de}	2 kamers	globaal
Sint-Maartenstraat 028	Benedenverdieping rechts	1 kamer	globaal
Sint-Maartenstraat 028	Benedenverdieping links	1 kamer	globaal
Sint-Maartenstraat 028	2 ^{de} midden	flat	globaal
Sint-Maartenstraat 028	4 ^{de} rechts	flat	globaal
Sint-Maartenstraat 028	4 ^{de} links	1 kamer	globaal
Vandermaelenstraat 007	Benedenverdieping rechts	1 kamer	globaal
Vandermaelenstraat 007	Benedenverdieping links	1 kamer	globaal
Vandermaelenstraat 007	1 ^{ste}	3 kamers	globaal
Vandermaelenstraat 007	2 ^{de}	3 kamers	globaal
Vandermaelenstraat 007	3 ^{de} rechts	flat	globaal
Vandermaelenstraat 007	3 ^{de} links	1 kamer	globaal
		TOTAAL	5.700 EUR/maand

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0020 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Chaussée de Ninove, 100 - Occupation précaire de
l'immeuble par l'ASBL Communa Productions et l'ASBL La Fébul.

LE CONSEIL,

Considérant que la commune de Molenbeek Saint-Jean est propriétaire d'un immeuble sis chaussée de Ninove 100, étant répertorié au cadastre dans la 3e Division, Section B, n°939 w 103 ;

Considérant que cet immeuble est destiné à un projet de revente afin d'y développer du logement conventionné ;

Considérant que l'immeuble était jusqu'il y a peu occupé par la cellule de coordination socio-économique de la commune et que cette occupation a pris fin, laissant le bien libre d'occupation ;

Considérant qu'il y a lieu, de la part de la commune de veiller à empêcher les dégradations de ces biens en raison d'une vacance immobilière ;

Considérant que l'asbl Communa Productions et l'asbl La Fébul ont sollicité la commune afin de développer, en collaboration avec les autorités, des conventions d'occupation temporaire ;

Considérant que l'asbl Communa Productions et l'asbl La Fébul prendront à leur charge le paiement des travaux d'aménagement du bien ainsi que le paiement des charges énergétiques ;

Considérant que l'asbl Communa Productions fondée en 2013 et l'asbl La Fébul fondée en 2011, ont déjà démontré leurs capacités à encadrer des opérations d'occupations temporaires avec des propriétaires privés et des opérateurs publics ;

Considérant que cette convention a été soumise au service des Affaires juridiques ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 19 septembre 2016 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le principe d'une mise en vente du bien sis chaussée de Ninove, 100 ; afin d'y favoriser la création de logements conventionnés.

Article 2 :

D'approuver, dans l'attente d'une mise en vente du bien, le projet de convention d'occupation, pour une période allant du 1 octobre 2016 au 30 juin 2017 par l'asbl Communa Productions et l'asbl La Fébul des locaux du bâtiment communal sis chaussée de Ninove 100 ;

Article 3 :

D'approuver le montant du loyer mensuel fixé à la somme de 500 EUR et la prise en charge par les Associations des consommations énergétiques.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Ninoofsesteenweg 100 - Tijdelijk gebruik van het

gebouw door de VZW Communa Productions en de VZW La Fébul.

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van een gebouw gelegen Ninoofsesteenweg 100, in het kadaster opgenomen in de 3^{de} Afdeling, Sectie B, nr. 939 w 103;

Overwegende dat dit gebouw bestemd is voor een project van doorverkoop om er geconventioneerde woningen te bouwen;

Overwegende dat het gebouw tot voor kort gebruikt werd door de cel socio-economische coördinatie van de gemeente en dat dit gebruik beëindigd werd, zodat het goed vrij van gebruik is;

Overwegende dat de gemeente erover moet waken beschadigingen aan haar vastgoed te voorkomen wegens leegstand van vastgoed;

Overwegende dat de vzw Communa Productions en de vzw La Fébul de gemeente verzocht hebben om, in samenwerking met de overheden, overeenkomsten tot stand te brengen van tijdelijk gebruik;

Overwegende dat de vzw Communa Productions en de vzw La Fébul de betaling van de inrichtingswerken van het vastgoed alsook de betaling van de energielasten ten laste nemen;

Overwegende dat de vzw Communa Productions, opgericht in 2013, en de vzw La Fébul, opgericht in 2011, reeds hun capaciteiten aangetoond hebben voor de omkadering van de operaties van tijdelijk gebruik met de eigenaars van zowel private als openbare operatoren;

Overwegende dat deze overeenkomst werd voorgelegd aan de dienst Juridische Zaken; Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het principe goed te keuren van het te koop aanbieden van het goed gelegen Ninoofsesteenweg 100, teneinde er geconventioneerde woningen te bouwen.

Artikel 2 :

In afwachting van het te koop aanbieden van het goed, het ontwerp goed te keuren van de gebruiksovereenkomst, voor de periode van 1 oktober 2016 tot 30 juni 2017 door de vzw Communa Productions en de vzw La Fébul van de lokalen van het gemeentelijk gebouw gelegen Ninoofsesteenweg 100.

Artikel 3 :

Het bedrag goed te keuren van de maandelijkse huurprijs vastgesteld op 500 EUR en de tenlasteneming van het energieverbruik door de Verenigingen.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Françoise Schepmans quitte la séance / verlaat de zitting

Abdelkarim Haouari quitte la séance / verlaat de zitting

Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting

Département Infrastructures et Développement urbain - Marché de service pour l'entretien et la réparation en cas de panne des installations de chauffage dans les bâtiments communaux - Adaptation de la dépense - Approbation du mode de financement.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 02.10.2013 décidant entre autres :

- d'approuver le rapport d'analyse des offres établi par le service des Travaux Publics ;
- sur base de la sélection qualitative, et selon le rapport d'analyse des offres, de retenir l'offre d'IMTECH S.A. et de BE-MAINTENANCE S.A. ;
- sur base de la sélection qualitative, et selon le rapport d'analyse des offres, d'éliminer l'offre de BE-MAINTENANCE S.A. ;
- sur base du rapport d'analyse des offres précité, d'attribuer le marché de services relatif à l'entretien et aux interventions en urgence en cas de panne des systèmes de chauffage des différents bâtiments communaux à l'entreprise IMTECH S.A. (T.V.A. :BE 0402.969.474 n° de compte : BE68 4324 0137 5134) – Boulevard Industriel 28 à 1070 Bruxelles, pour un montant de 130.218,78 EUR TVAC ;
- d'approuver la dépense supplémentaire s'élevant à 6.000,00 EUR TVAC ;
- d'engager la dépense globale d'un montant de 137.000,00 EUR TVAC à l'article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 de la couvrir par fond d'emprunt ;
- de communiquer sa décision au Conseil Communal ;
- de faire approuver le mode de financement de la dépense par le conseil communal ;

Vu la lettre de commande du 26.11.2013 ;

Considérant qu'un certain nombre de nouvelles modifications ont été apportées au projet ;

Prend connaissance des factures, dans le tableau repris ci-dessous, s'élevant à un montant total de 98.021,12 EUR TVAC établies par l'entreprise IMTECH S.A. (T.V.A. : BE 0402.969.474 n° de compte : BE68 4324 0137 5134) – Boulevard Industriel 28 à 1070 Bruxelles ;

BATIMENTS	ARTICLES BUDGETAIRES	N° FACTURES	DATES FACTURES	TOTAL HTVA	TOTAL TVA
ECOLE	7220/125/06	VFA15.013217	16/12/15	5.403,45	6.531,12
BAT.COM	1040/125/06	VFA15.013219	16/12/15	1.111,30	1.345,56
BAT. COM MCCS ECOLES CENTRE	1040/125/06			2.465,20	2.981,00

CENTRE SPORTIF PROP. PUBLIQ Crèche Harlek PARKING Taziaux BIBLIO Jardinier PARC Av. Roovere	7624/125/06 7220/125/06 7640/125/06 8750/125/06 8440/125/06 4241/125/06 7670/125/06 7660/125/06	VFA15.013939	31/12/15	900,06 4.223,39 153,09 536,67 114,39 127,29 114,39 114,39	1.080,00 5.110,00 265,00 649,00 138,00 154,00 138,00 138,00
ECOLES	7220/125/06	VFA16.000355	31/01/16	1.473,67	1783,00
ECOLES BAT. COM CRECHES	7220/125/06 1040/125/06 8440/125/06	VFA16.001411	24/02/16	4.603,61	5.570,00
ECOLES BAT.COM MCCS Stade Machtens Crèches	7220/125/06 1040/125/06 7624/125/06 7640/125/06 8440/125/06	VFA16.001412	24/02/16	1.686,51 477,73 154,20 167,23 256,31	2.040,00 578,00 186,00 202,00 310,00
CCM	7626/125/06	VFA16.000110	26/01/16	127,75	154,00
BAT. COM	1040/125/06	VFA15.013940	31/12/15	311,81	377,00
BAT.COM	1040/125/06	VFA16.005093	31/5/16	12.165,04	14.700,00
BAT. COM	1040/125/06	VFA15.013599	30/12/15	12.129,46	14.600,00
BAT. COM	1040/125/06	VFA16.005094	31/5/16	12.165,04	14.700,00
ECOLES CENTRE SPORTIF EPICERIE SOCIALE PARKING Taziaux	7220/125/06 7640/125/06 1040/125/06 4241/125/06	VFA16.004200	30/4/16	775,39 600,00 90,30 442,00	938,00 726,00 109,00 534,00
ECOLES MCCS BAT. COM CHÂ. KARR. HANGAR PLANTA.	7220/125/06 7624/125/06 1040/125/06 7620/125/06 7660/125/06	VFA16.004198	30/04/16	3.090,5 933,98 345,38 589,64 73,03	3.730,00 1.130,00 417,00 713,00 88,30
BAT. COM (AJJA)	1040/125/06	VFA16.004199	30/04/16	1.099,80	1.330,00
ECOLES BAT. COM				1.001,60	

BAT. COM	7220/125/06			4.021,02	4.860,00
Crèches	1040/125/06			1.188,92	1.430,00
PARC Av.	8440/125/06			499,61	604,00
Roovere	7660/125/06	VFA16.002374	22/03/16	447,70	541,00
MCCS	7624/125/06			301,60	364,00
Stade Machtens	7640/125/06			38,70	46,80
Maisons	9220/125/06			214,39	259,00
Quartier					
ECOLES	7220/125/06	VFA16.005480	23/06/16	2875,89	3.470,00
BAT. COM	1040/125/06			990,38	1.190,00
PARKING	4241/125/06	VFA16.006539	28/07/16	1.341,82	1.620,00
TOTAUX				€ 75.734,54	€ 98.021,12
				HTVA	TVA

Considérant que les crédits engagés initialement au profit de la société IMTECH S.A. (137.000,00 EUR TVAC) sont épuisés pour couvrir cette dépense ;

Considérant qu'en plus des travaux déjà facturés par la société IMTECH S.A. pour un montant de 98.021,12 EUR TVAC, des travaux d'entretien et de réparation pour tous les bâtiments communaux devront être réalisés d'ici la fin de l'année 2016 ;

Considérant que le gestionnaire technique évalue le montant de ces travaux à 60.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits manquants sont disponibles à l'article 0000/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Vu les articles 7 et 8 de l'A.R. du 26/09/96 et l'article 42 du cahier général des charges ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver le mode de financement de cette dépense supplémentaire de 158.021,12 EUR TVAC par des fonds d'emprunt.

Copie de la présente délibération sera transmise aux services B4 et B6.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht van diensten voor onderhoud en reparatie in geval van defect van de verwarmingsinstallaties in de gemeentelijke gebouwen - Aanpassing van de uitgave - Goedkeuring van de financieringswijze.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.10.2013, waarbij o.a. werd besloten:

- om het analyseverslag van de offertes, opgemaakt door de Dienst Openbare Werken, goed te keuren;

- op basis van de kwalitatieve selectie en volgens het analyseverslag van de offertes de offerte van IMTECH nv en van BE-MAINTENANCE nv in aanmerking te nemen;
- op basis van de kwalitatieve selectie en volgens het analyseverslag van de offertes de offerte van BE-MAINTENANCE nv te elimineren;
- op basis van het bovenvermelde analyseverslag van de offertes, de opdracht van diensten voor onderhoud en dringende interventies in geval van defect van de verwarmingssystemen van de verschillende gemeentelijke gebouwen te gunnen aan de onderneming IMTECH nv (btw: BE 0402.969.474, rekeningnummer: BE68 4324 0137 5134) – Industrielaan 28 te 1070 Brussel, voor een bedrag van 130.218,78 euro incl. btw;
- de extra uitgave van 6.000,00 euro incl. btw goed te keuren;
- de globale uitgave van 137.000,00 euro incl. btw vast te leggen onder artikel 0000/724/60 van het buitengewoon budget 2016 en die uitgave te dekken door leningfondsen;
- zijn beslissing ter kennis te brengen van de gemeenteraad;
- de wijze van financiering van de uitgave te doen goedkeuren door de gemeenteraad;

Gelet op de bestelbrief van 26.11.2013;

Overwegende dat een aantal nieuwe wijzigingen is aangebracht aan het project;

Neemt kennis van de facturen, zoals bedoeld in de onderstaande tabel, voor een totaal bedrag van 98.021,12 euro incl. btw, opgesteld door de onderneming IMTECH nv (btw: BE 0402.969.474, rekeningnummer: BE68 4324 0137 5134) – Industrielaan 28 te 1070 Brussel;

GEBOUWEN	BEGROTINGSARTIKELEN	FACTUURNUMMI
SCHOOL	7220/125/06	VFA15.013217
GEMEENTELIJK GEBOUW	1040/125/06	VFA15.013219
GEM. GEBOUW HCSS SCHOLEN SPORTCENTRUM OPENBARE NETHEID Kinderdagverblijf Harlek PARKING Taziaux BIBLIO Hovenierstraat PARK De Rooverelaan	1040/125/06 7624/125/06 7220/125/06 7640/125/06 8750/125/06 8440/125/06 4241/125/06 7670/125/06 7660/125/06	VFA15.013939
SCHOLEN	7220/125/06	VFA16.000355
SCHOLEN GEM. GEBOUW KINDERDAGVERBLIJVEN	7220/125/06 1040/125/06 8440/125/06	VFA16.001411
SCHOLEN	7220/125/06	

SCHOLEN GEMEENTELIJK GEBOUW HCSS Machtensstadion Kinderdagverblijven	1040/125/06 7624/125/06 7640/125/06 8440/125/06	VFA16.001412
CCM	7626/125/06	VFA16.000110
GEM. GEBOUW	1040/125/06	VFA15.013940
GEMEENTELIJK GEBOUW	1040/125/06	VFA16.005093
GEM. GEBOUW	1040/125/06	VFA15.013599
GEM. GEBOUW	1040/125/06	VFA16.005094
SCHOLEN SPORTCENTER SOCIALE KRUIDENIER PARKING Taziaux	7220/125/06 7640/125/06 1040/125/06 4241/125/06	VFA16.004200
SCHOLEN HCSS GEM. GEBOUW KASTEEL KARR. HANGAR PLANTA.	7220/125/06 7624/125/06 1040/125/06 7620/125/06 7660/125/06	VFA16.004198
GEM. GEBOUW (AJJA)	1040/125/06	VFA16.004199
SCHOLEN GEM. GEBOUW Kinderdagverblijven PARK De Rooverelaan HCSS Machtensstadion Buurthuizen	7220/125/06 1040/125/06 8440/125/06 7660/125/06 7624/125/06 7640/125/06 9220/125/06	VFA16.002374
SCHOLEN GEM. GEBOUW	7220/125/06 1040/125/06	VFA16.005480
PARKING	4241/125/06	VFA16.006539
TOTALEN		

Overwegende dat de kredieten die aanvankelijk werden vastgelegd ten gunste van de vennootschap IMTECH nv (137.000,00 euro incl. btw) uitgeput zijn en deze uitgave bijgevolg niet meer kunnen dekken;

Overwegende dat er tegen eind 2016 nog onderhouds- en reparatiewerken voor alle gemeentelijke gebouwen dienen te worden uitgevoerd boven op de werken die de vennootschap IMTECH nv al heeft gefactureerd voor een bedrag van 98.021,12 euro incl. btw;

Overwegende dat de technisch beheerder het bedrag van deze werken raamt op 60.000 euro incl. btw;

Overwegende dat de ontbrekende kredieten beschikbaar zijn op artikel 0000/724/60 van de buitengewone begroting over het dienstjaar 2016;

Gelet op de artikelen 7 en 8 van het KB van 26/09/1996 en artikel 42 van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel :

De financieringswijze van de bijkomende uitgave (een extra bedrag van 158.021,12 euro incl. btw) voor 100% door leningsleden goed te keuren.

Een kopie van deze beslissing wordt verzonden naar de diensten B4 en B6.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting

Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting

28.09.2016/A/0022 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - PTI 2013-2015 - Projets 2, 3, 7, 9, 13 - Modification du taux de subsides demandés.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération en date du 21.03.2013 décidant e.a :

De présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, les dossiers suivants :

Réaménagement de voirie de la rue de Bouvier (projet n° 09) ;

Réaménagement des voiries des rues de la Sonatine, Sérénade et Caprice (projet n° 02)

;

Réaménagement de la rue Verheyden (projet n° 07) ;

Réaménagement des rues Melpomène et Calliope (projet n°3) ;

De solliciter l’octroi d’un subside à concurrence de 50% de l’investissement réservé à ces projets;

Vu sa délibération en date du 25.02.2015 décidant de présenter au Ministère de la Région de Bruxelles Capitale – Service régional de financement des investissements communaux – dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, le dossier suivant :

Réaménagement complet des voiries des rues de Geneffe et Bonnevie (projet n° 13) ;

De solliciter l’octroi d’un subside à concurrence de 70% de l’investissement réservé à ce projet ;

Vu sa délibération en date du 02.09.2015 et du 21.10.2015 décidant e.a. :

D’approuver la dépense globale estimée à 2.760.523.44 EUR et de solliciter, dans le cadre du programme triennal d’investissement 2013-2015, l’octroi du subside réservé aux projets sus mentionnés d’un montant estimé à 1.403.671,31 EUR ;

De prévoir la dépense globale d’un montant de 2.760.523.44 EUR TVAC à l’art. 4210/731/60 du budget extraordinaire 2016 et de la couvrir, sous réserve de l’obtention

de l'accord de l'autorité subsidiante, par les subsides octroyés dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 à concurrence de 1.403.671,31 EUR et par fonds d'emprunt à concurrence du solde;

Considérant qu'il est possible de solliciter un taux de subside de 90% sur ces investissements conformément à l'article 28, alinéa 3, 1° de l'Ordonnance du 16-07-1998 ;

Considérant que dès lors les subsides octroyés s'élèveraient à 2.484.471,21 EUR au lieu des 1.403.671,31 EUR précédemment sollicités ;

Considérant que le solde à couvrir par fonds d'emprunt s'élèverait à 276.052,23 EUR au lieu de 1.356.852,13 EUR ;

Considérant que la Dotation Triennale d'investissement 2013-2015 s'élève à 2.496.250 EUR ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

De modifier le taux de subside demandé de 50% à 90 % pour les projets 2, 3, 7, 9 et de 70% à 90% pour le projet 13 ;

Article 2 :

De solliciter, dans le cadre du programme triennal d'investissement 2013-2015 l'octroi du taux de subside de 90% d'une somme totale de 2.484.471,21 EUR conformément à l'article 28, alinéa 3, 1° de l'Ordonnance du 16-07-1998.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Driejarenplan 2013-2015 - Projecten 2, 3, 7, 9, 13 - Wijziging van de subsidies percentage gevraagd.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 21.03.2013 houdende o.a beslissing :

Voorstellen om aan Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Regionale dienst voor financiering van de gemeentelijke investeringen – in het kader van het driejarenplan 2013-2014-2015 de volgende dossiers voor te leggen:

De Inrichtingen van de wegenis van Bouvierstraat (Project nr. 09);

De Inrichtingen van de wegenissen van Sonatine, Serenade en Grilstraten (Project nr. 02);

De Inrichtingen van de wegenis van Verheydenstraat (Project nr. 07);

De Inrichtingen van de wegenissen van Melpomene en Calliopestraat (project nr 03);

De toekenning aan te vragen voor deze projecten van een subsidie van 50 % ;

Gelet op zijn beslissing van 25.02.2015 houdende o.a. beslissing :

Voorstellen om aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Gewestelijke Dienst voor de Financiering van de Gemeentelijke Investeringen – het volgende dossier voor te leggen in het kader van het driejarenplan 2013-2015: Volledige heraanleg van de weg in de Bonnevie- en Geneffestraat (Project nr. 13);

De toekenning aan te vragen voor deze projecten van een subsidie van 70 %;

Gelet op zijn beslissing van 02.09.2015 en 21.10.2015 houdende o.a beslissing

De globale uitgave geraamd ad 2.760.523.44 EUR BTW inbegrepen goed te keuren en in het kader het driejarenplan 2013-2015, de toekenning aan te vragen van de subsidies geraamd ad 1.403.671,31 EUR voorbehouden voor de projecten bovengenoemd;

De globale uitgave voor een bedrag van 2.760.523.44 EUR btw incl. te voorzien op

artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting 2016 en ze te dekken, onder voorbehoud van het verkrijgen van het akkoord van de subsidiërende overheid, met de toegekende subsidies in het kader van het driejarig investeringsplan 2013-2015 ten bedrage van 1.403.671,31 EUR en met leningsgelden ten bedrage van het saldo;
Overwegende dat het mogelijk is om en subsidie van 90% op deze investeringen aan te vragen overeenkomstig artikel 28, alinea 3, 1° van het Besluit van 16-07-1998;
Overwegende dat daarom de verleend subsidies zouden 2.484.471,21 EUR bedragen in plaats van 1.403.671,31 EUR eerder opgevraagd;
Overwegende dat het saldo dekt met leningsgelden zouden 276.052,23 EUR in plaats van 1.356.852,13 EUR bedraagt;
Overwegende dat de driejaarlijkse investeringsdotatie 2013-2015 2.496.250 EUR bedraagt;
Gelet op art. 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1 :

De gevraagd subsidie percentage van 50% tot 90% voor de projecten 2, 3, 7, 9 en van 70% tot 90% voor het project 13 te wijzigen;

Artikel 2 :

In het kader van het driejarenplan 2013-2015 de toekenning van en subsidie percentage van 90% voor een total bedrag van 2.484.471,21 EUR aan te vragen overeenkomstig artikel 28, alinea 3, 1° van het Besluit van 16-07-1998.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0023 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrats de Quartiers durables "Autour de Léopold II" et "Petite Senne" - Projets "crèche Ulens", "crèche Charbonnages", "crèche Liverpool" et "Jardin d'hiver - Approbation de 4 conventions FEDER.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution du 27 mai 2010 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 décembre 2012 qui approuve le programme du Contrat de Quartier Durable « Autour de Léopold II » et celle du 23 décembre 2014 qui approuve le programme du contrat de quartier durable "Petite Senne" ;

Vu les courriers du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2015 dans lesquels sont accordés à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean des subsides européens pour les projets suivants "crèche Charbonnages" (896.671,00 EUR), "crèche Ulens" (1.957.391,00 EUR), "crèche Liverpool" (2.060.573,00 EUR) et "jardin d'hiver" (1.370.892,79 EUR) ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance des 4 conventions FEDER pour les projets "crèche charbonnages", "crèche Ulens", "crèche Liverpool" et "jardin d'hiver" ;

Article 2 :
D'approuver les 4 conventions FEDER.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract
Rondom Leopold II en Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" – Projecten "crèche
Ulens", "crèche Charbonnages", "crèche Liverpool" en "wintertuin" - Goedkeuring
van 4 EFRO overeenkomsten.

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering van 28 januari 2010 en zijn uitvoeringsbesluit van 27 mei 2010;
Gezien de bekendmaking van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van van 21 december 2012 dat het vierjarig programma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Leopold II" goedkeurt en die van 23 december 2014 die het programma van het duurzaam wijkcontract "Zinneke" goedkeurt ;
Gezien de brieven van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 juli 2015 waarin aan de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek de toekenning wordt gedaan van Europese subsidies aan de volgende projecten "crèche Charbonnages" (896.671,00 EUR), "crèche Ulens" (1.957.391,00 EUR), "crèche Liverpool" (2.060.573,00 EUR) en "wintertuin" (1.370.892,79 EUR);

BESLIST :

Artikel 1 :
Kennis te nemen van de EFRO overeenkomsten van de 4 volgende projecten: "crèche Charbonnages", "crèche Ulens", "crèche Liverpool" en "Wintertuin";
Artikel 2 :
De 4 EFRO overeenkomsten goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Françoise Schepmans entre en séance / treedt in zitting

28.09.2016/A/0024 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Autour de
Léopold II - Construction de 3 logements suivant le standard passif (opération
RI.1b/2.2) et aménagement d'un espace vert (Opération RI.1c/2.1) - Rue de Mexico
13/15 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Marché de travaux - Approbation du nouveau
mode de passation du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la décision du conseil communal du 22 juin 2016 décidant :

-D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication modifié, comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés établis par l'architecte ainsi que l'avis de marché en vue de la construction de 3 logements et d'un espace vert sis rue de Mexico 13-15, 1080 Molenbeek-Saint-Jean;

-D'approuver la dépense estimée à 892.527,89 EUR HTVA, soit 1.009.847,01 EUR TVAC qui se répartit de la manière suivante : 779.019,29 € HTVA (872.501,60 EUR TVAC) pour la partie logement, 102.945,60 EUR HTVA (124.564,18 EUR TVAC) pour la partie parc et 10.563,00 EUR HTVA (12.781,23 EUR TVAC) pour les options obligatoires (aménagement en voirie);

-De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte belge.

Considérant que la Commune a lancé le marché par procédure d'adjudication ouverte belge conformément aux articles 23 & 24 de la loi du 15 juin 2006 du 3 août 2016 au 9 septembre 2016 ;

Considérant qu'à l'ouverture des offres une seule offre a été remise dans le délai prescrit, soit pour le 9 septembre 2015 à 10h00 ;

Considérant que suite à l'analyse de cette offre il s'est avéré que cette dernière ne répond pas de façon adéquate aux exigences du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne la sélection qualitative telles qu'elles sont déterminées dans le cahier spécial des charges réf. CSC 16.001 ;

Vu la délibération du collège des Bourgmestre et Echevins du 19 septembre 2016 décidant de ne pas attribuer le marché de travaux relatif à la construction de 3 logements suivant le standard passif et l'aménagement d'un espace vert sis rue de Mexico n° 13- 15 à Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre du contrat de quartier durable Autour de Léopold II ;

Considérant qu'il y a lieu de relancer ce marché par la voie d'une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 26 § 1^{er} 1° d) & e) de la loi du 15.6.2006 après consultation de plusieurs entrepreneurs ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les clauses administratives, le formulaire d'offre ainsi que l'attestation de visite suite au changement du mode de passation du marché ;

Considérant que le présent marché prévoit une clause de révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Considérant que le montant estimé du marché ne sera pas modifié [892.527,89 EUR Hors TVA, soit 1.009.847,01 EUR TVA comprise qui se répartit de la manière suivante : 779.019,29 € HTVA (872.501,60 EUR TVAC) pour la partie logement, 102.945,60 EUR HTVA (124.564,18 EUR TVAC) pour la partie parc et 10.563,00 EUR HTVA (12.781,23 EUR TVAC) pour les options obligatoires (aménagement en voirie)] ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 août 2006, ref circulaire 2006/10 demandant de prévoir une marge de +/- 10% lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public, lorsque les clauses contractuelles du cahier spécial des charges prévoient une révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Considérant que lors de l'approbation de l'estimation de la dépense par le Conseil Communal en date du 22 juin 2016 aucune marge budgétaire n'a été prévue et qu'il y a lieu de prévoir une marge de 10% ;

Considérant que dès lors un montant de 100.984,70 EUR TVAC (10% de marge) doit être prévu pour cette marge;

Considérant que le financement envisagé des travaux sera couvert par le subside CQD (Part régionale 82,54 % : 736.300,11 EUR);

Considérant qu'un transfert de subside CQD est envisagé de l'opération Saint-Rémy (Part régionale 82,54 %: 103.358,78 EUR) ;

Considérant que le solde sera couvert par des fonds d'emprunt d'un montant de 271.172,82 EUR (Part communale CQD Opération Mexico 17,46%: 155.685,00 EUR

+ Part communale CQD Opération Saint-Rémy : 21.863,87 EUR + Part communale hors CQD 93.623,95 EUR pour couvrir en partie les 10% de marge financière) ;
Vu le plan financier prévisionnel de ce projet fourni par la division technique du département infrastructures et développement urbain;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » et le solde par des fonds d'emprunt;
Vu les articles 105 à 110 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'article 5, §2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'article 10 §1er, 1° de l'A.R. du 15 juillet 2011 en ce qui concerne les options obligatoires;
Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les adaptations apportées aux clauses administratives, au formulaire d'offre ainsi qu'à l'attestation de visite suite au changement du mode de passation du marché ;

Article 2

De consulter les entreprises suivantes

1. **Bouwwerken Hermans**

Zandstraat 84
9200 Dendermonde
B.T.W. BE 422.793.801

2. **Balcaen & Fils**

Chaussée de Jette 396
1081 Bruxelles
TVA : BE0400.457.174

3. **In Advance**

Rue de la Grenouillette 2^e
1130 Haren
TVA: BE0450.538.571

4. **Tradeco belgium**

Drève Gustave Fache 5
7700 Mouscron
TVA: BE 0453 218 345

5. **Roosen sa**

Avenue Einstein 2A
1348 Louvain-la-Neuve
TVA: BE 0402.044.511

Article 3

D'approuver la marge budgétaire de 100.984,70 EUR TVAC (10% de marge) et de financer cette marge par des fonds d'emprunt;

Article 4

De lancer le marché public de travaux par procédure négociée sans publicité.

Le Conseil approuve le point.
25 votants : 25 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rond Leopold II - Bouw van 3 woningen (ingreep RI.1b/2.2) volgens de passief standaard en inrichting van een groene ruimte (ingreep RI.1c/2.1) in de Mexicostraat 13/15 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Opdracht voor werken - Goedkeuring van de nieuwe gunningswijze van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook de in uitvoering van deze wet genomen besluiten;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 juni 2016 beslissend:

-Het gewijzigde aanbestedingsdossier dat het bestek, de plannen en de opmetingen die door de architect opgesteld zijn, alsook de aankondiging van de opdracht bevat, met het oog op de bouw van 3 woningen en de inrichting van een groene ruimte gelegen in de Mexicostraat 13-15, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren en zich eigen te maken;

-De op 892.527,89 EUR btw excl. hetzij 1.009.847,01 EUR btw incl. geraamde uitgave goed te keuren; deze uitgave is als volgt verdeeld: 779.019,29 EUR btw excl. (872.501,60 EUR btw incl.) voor het deel woningen, 102.945,60 EUR btw excl. (124.564,18 EUR btw incl.) voor het deel park en 10.563,00 EUR btw excl. (12.781,23 EUR btw incl.) voor de verplichte opties (inrichting van de weg);

-De procedure van de Belgische open aanbesteding aan te wenden.

Overwegende dat de Gemeente de opdracht van 3 augustus 2016 tot 9 september 2016 heeft opgestart via de procedure van een Belgische open aanbesteding in overeenkomst met artikel 23 & 24 van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat bij de opening van de offertes er slechts één offerte binnen de voorgeschreven termijn, namelijk voor 9 september 2015 om 10u00 is ingediend ;

Overwegende dat ten gevolge de analyse van deze offerte gebleken is dat deze laatste niet op een geschikte wijze beantwoordt aan de vereisten van de aanbestedende overheid op het gebied van de kwalitatieve selectie zoals vastgelegd in het bestek met referentie Bestek 16.001;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2016 houdende beslissing om de opdracht voor werken betreffende de bouw van 3 woningen volgens de passiefstandaard en de inrichting van een groene ruimte in de Mexicostraat 13/15 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in het kader van duurzaam wijkcontract Rond Leopold II niet te gunnen;

Overwegende dat de opdracht opnieuw moet worden opgestart via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in overeenkomst met artikel 26, § 1, 1° d) en e) van de wet van 15.06.2006 na raadpleging van meerdere aannemers;

Overwegende dat de administratieve clausules, het offerteformulier alsook het attest van plaatsbezoek ten gevolge van de verandering van de gunningswijze van de opdracht moeten worden aangepast;

Gezien deze opdracht een clausule voorziet betreffende een prijsherziening en/of herziening van de vermoedelijke hoeveelheden;

Overwegende dat het geraamde bedrag niet wordt gewijzigd [892.527,89 EUR btw excl. is, hetzij 1.009.847,01 EUR btw incl. en dat op de volgende manier is opgedeeld: 779.019,29 EUR btw excl. (872.501,60 EUR btw incl.) voor het deel woningen, 102.945,60 EUR btw excl. (124.564,18 EUR btw incl.) voor het deel park en 10.563,00 EUR btw excl. (12.781,23 EUR btw incl.) voor de verplichte opties

(inrichting van de weg)] ;

Gezien de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 augustus 2006 met als referentie omzendbrief 2006/10 die vraagt om een marge te voorzien van +/- 10% bij de vastlegging van de uitgave met betrekking tot de gunning van een overheidsopdracht, wanneer de contractuele clausules van het bestek een prijsherziening en/of veronderstelde hoeveelheden voorzien;

Overwegende dat er bij de goedkeuring van de raming van de uitgave door de Gemeenteraad van 22 juni 2016 geen enkele budgettaire marge werd voorzien en dat er een marge van 10% moet worden voorzien ;

Overwegende dat daarom een bedrag van 100.984,70 EUR btw incl. (marge van 10%) moet voorzien worden voor deze marge;

Overwegende dat de beoogde financiering van de werken door de subsidie van het Duurzaam Wijkcontract wordt gedekt (Gewestelijk deel 82,54 % : 736.300,11 EUR);

Overwegende dat er een transfer van de subsidie van het Duurzaam Wijkcontract beoogd wordt van de ingreep Sint-Remi (Gewestelijk deel 82,54 %: 103.358,78 EUR);

Overwegende dat het saldo wordt gedekt door leningsgelden voor een bedrag van 271.172,82 EUR (Gemeentelijk deel Duurzaam Wijkcontract Ingreep Mexico 17,46%: 155.685,00 EUR + Gemeentelijk deel Duurzaam Wijkcontract Sint-Remi : 21.863,87 EUR + Gemeentelijk deel buiten Duurzaam Wijkcontract 93.623,95 EUR om gedeeltelijk de 10 % financiële marge te dekken);

Gezien het voorziene financiële plan van dit ontwerp dat door de technische afdeling van het departement infrastructuur en stedelijke ontwikkeling is geleverd;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2016 en dat de uitgave zal worden gedekt door de in het kader van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II» toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden;

Gezien artikel 105 tot en met 110 van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gezien artikel 5, §2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gezien artikel 10 §1, 1° van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de verplichte opties;

Gezien artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1:

De ten gevolge van de verandering van de gunningswijze aangebrachte aanpassingen aan de administratieve clausules, het offerteformulier en het attest van plaatsbezoek goed te keuren;

Artikel 2:

De volgende ondernemingen te raadplegen :

1. Bouwwerken Hermans

Zandstraat 84
9200 Dendermonde
B.T.W. BE 422.793.801

2. Balcaen & Fils

Chaussée de Jette 396
1081 Bruxelles
TVA : BE0400.457.174

3. In Advance

Rue de la Grenouillette 2^e

1130 Haren
TVA: BE0450.538.571

4. Tradeco belgium

Drève Gustave Fache 5
7700 Mouscron
TVA: BE 0453 218 345

5. Roosen sa

Avenue Einstein 2A
1348 Louvain-la-Neuve
TVA: BE 0402.044.511

Artikel 3:

De budgettaire marge van 100.984,70 EUR btw inbegrepen (10% marge) goed te keuren en deze marge door leningsgeld te financieren;

Artikel 4:

De overheidsopdracht voor werken via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op te starten.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting

28.09.2016/A/0025 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Petite Senne - Opérations 1.A1, 1.A2, 1.A3 et 1.F2 : Réaménagement d'un espace public et construction d'une crèche francophone pour 72 enfants, situés dans l'îlot délimité par les Rues de Liverpool, Quai de l'Industrie, Rue de Gosselies et rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Marché de service relatif à la mission d'auteur de projet - Avis de marché, mode de passation, fixation des conditions de marché - Retrait de la délibération du Conseil communal du 31 aout 2016.

LE CONSEIL,

Vu la décision du conseil communal en date du 31 aout 2016 décidant :

- Article 1 :D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d'auteur de projet t pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de réaménagement d'espace publics et d'un milieu d'accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre de Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », à Molenbeek-Saint-Jean
- Article 2 : D'approuver la dépense globale pour les honoraires estimée à 611.195,00 EUR € HTVA soit 739.545,95 EUR TVAC et la dépense totale de 40.000 EUR octroyée à titre de défraiement, financées par les subsides octroyés dans le cadre du contrat de quartier durable « Petite Senne », par les fonds d'emprunt et par les subsides octroyés par le FEDER.
- Article 3 :De recourir à l'appel d'offres restreint avec publicité européenne.

Considérant que suite à la réunion entre la tutelle, la commune de Molenbeek-Saint-

Jean et le Bouwmeester en date du 8 septembre 2016 au Service Public Régional de Bruxelles – Pouvoirs locaux, Boulevard du Jardin Botanique 20, 1035 Bruxelles, une nouvelle version de l’avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d’auteur de projet pour procéder à l’étude et le suivi de l’exécution des travaux de réaménagement d’espaces publics et d’un milieu d’accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean, a été élaborée;

DECIDE:

Article unique :

De retirer sa délibération du 31 aout 2016 relative à l’approbation de l’avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d’auteur de projet pour procéder à l’étude et le suivi de l’exécution des travaux de réaménagement d’espaces publics et d’un milieu d’accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Ingrep 1.A1, 1.A2, 1.A3 et 1.F2: Herinrichting van een openbare ruimte en bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen, gelegen in het blok begrensd door de Liverpoolstraat, Nijverheidskaai, Gosseliesstraat en Heyvaertstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Dienstenopdracht met betrekking tot een projectontwerper - Aankondiging van de opdracht, gunningswijze, vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Intrekking van de beraadslaging van de Gemeenteraad van 31 augustus 2016.

DE RAAD,

Gezien de Gemeenteraad van 31 augustus 2016 die beslist:

- Artikel 1: De bepalingen van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht met betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en van de werken voor een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren.
- Artikel 2: De totale uitgave voor de honoraria die geraamd is op 611.195,00 EUR btw excl. hetzij 739.545,95 EUR btw inbegrepen, alsook de totale uitgave van 40.000 EUR toegekend als kostenvergoeding, die beide gefinancierd worden door de in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” toegekende subsidies, door leningsgelden en door de subsidies die toegekend is door het EFRO, goed te keuren.
- Artikel 3: Over te gaan tot de procedure van beperkte offerteaanvraag met Europese bekendmaking.

Overwegende dat ten gevolge de vergadering tussen de toezichhoudende overheid, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Bouwmeester op 8 september 2016 op de Gewestelijke Overheidsdienst – Plaatselijke Besturen, Kruidtuinlaan 20 te 1035 Brussel, een nieuwe versie van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht

met betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, uitgewerkt is;

BESLIST :

Enig artikel :

Zijn beraadslaging van 31 augustus 2016 met betrekking tot de goedkeuring van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht met betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” te 1080 Sint-Jans-Molenbeek in te trekken.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0026 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Petite Senne - Opérations 1.A1, 1.A2, 1.A3 et 1.F2 : Réaménagement d'un espace public et construction d'une crèche francophone pour 72 enfants, situés dans l'îlot délimité par les Rues de Liverpool, Quai de l'industrie, Rue Gosselies, et rue Heyvaert à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Marché de service relatif à la mission d'auteur de projet - Avis de marché, mode de passation, fixation des conditions de marché.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine du 27 mai 2010);

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne».

Vu le dossier de base dans lequel est repris comme prioritaire les opérations 1.A1 (réaménagement d'un espace public couvert consistant en la reconversion du hangar en jardin d'hiver), 1.A2 (réaménagement d'un espace public en intérieur d'îlot réservé aux piétons et aux cyclistes), 1.A3 (réaménagement d'un espace public sur le quai de l'Industrie) et 1.F2 (construction d'une crèche francophone pour 72 enfants)

Considérant que pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de réaménagement d'espaces publics et d'un milieu d'accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre de Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » à Molenbeek-Saint-Jean, il y a lieu de faire appel à un bureau d'études en vue d'en établir le projet ;

Considérant que la mission du bureau d'études comprend au minimum la mission complète d'architecture, d'ingénierie en stabilité, d'ingénierie en techniques spéciales, et de conseiller PEB ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 632.561,62 EUR TVA et révision comprises;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 10.200,50 EUR sera attribuée à titre de défraiement aux candidats sélectionnés, invités à soumissionner mais non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur à 207.000,00 EUR hors TVA, les règles de la publicité européenne sont d'application, conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union européenne ;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont à prévoir à l'art 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017, sous réserve de l'approbation du budget 2017 ;

Considérant que la procédure visant à confier à un prestataire extérieur l'étude du projet entre dans le cadre du contrat à titre onéreux et relève du champ d'application de la réglementation des marchés publics de services au sens des articles 2 et 3 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que compte tenu du résultat à atteindre à savoir la construction d'une crèche francophone pour 72 enfants et le réaménagement d'espaces publics, l'attribution de cette mission se fera selon la procédure d'appel d'offres restreint ;

Considérant que la procédure d'appel d'offres restreint a été choisie pour s'assurer de la capacité technique, économique et financière des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de déposer un dossier de candidature recevable ;

Considérant qu'à l'issue de l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seul 5 candidats seront retenus et invités à soumissionner;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service Marchés Publics ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d'auteur de projet pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de réaménagement d'espace publics et d'un milieu d'accueil de la petite enfance, situés dans le périmètre de Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », à Molenbeek-Saint-Jean

Article 2 :

D'approuver d'une part la dépense pour les honoraires estimée à 632.561,62 € TVA et révision comprises et, d'autre part, la dépense de 40.802 EUR octroyée à titre de défraiement, soit une somme totale de 673.323,88 € financée de la façon suivante: 67.462,691 € de fonds d'emprunt et 605.861,18 € de subsides régionaux (contrat de quartier Petite Senne).

Article 3:

De prendre connaissance de ce qui suit: l'opération 1.A.3 (tranche conditionnelle) sera financée au niveau des honoraires et des travaux par Bruxelles-Mobilité, l'opération

1.A.1 sera financée au niveau des travaux aussi par le subsidie FEDER; l'opération 1.F.2 sera financée au niveau des travaux aussi par le subsidie FEDER et normalement la CoCof (échange de courriels entre administrations).

Article 4 :

De recourir à l'appel d'offres restreint avec publicité européenne.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Ingrep 1.A1, 1.A2, 1.A3 et 1.F2: Herinrichting van een openbare ruimte en bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen, gelegen in het blok begrensd door de Liverpoolstraat, Nijverheidskaai, Gosseliesstraat, en Heyvaertstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Dienstenopdracht met betrekking tot een projectontwerper - Aankondiging van de opdracht, gunningswijze, vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gelet op de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck - van 23 december 2013 die aan de Gemeente de toekenning van de Duurzame Wijkcontract genaamd "Zinneke" betekent.

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2014 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis neemt van het basisdossier van Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" en het goedkeurt;

Gezien het basisdossier waarin ingrep - 1.A1 (Herinrichting van een overdekte openbare ruimte bestaande in de reconversie van de hangar in een wintertuin), 1.A2 (Herinrichting van een openbare ruimte in een binnenplaats voorbehouden voort voetgangers en fietsers), 1.A3 (Herinrichting van een openbare ruimte aan de Nijverheidskaai) et 1.F2 (bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen)- als prioritair staan vermeld;

Overwegende dat om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en van de werken voor een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, er een beroep moet worden gedaan op een studie bureau met het oog op de opstelling van het ontwerp;

Overwegende dat de opdracht van het studie bureau minstens bestaat uit de volledige architectuuropdracht, de opdrachten ingenieur stabiliteit, ingenieur speciale technieken en EPB-adviseur;

Overwegende dat de voor deze opdracht geraamde totale uitgave 632.561,62 EUR btw en revisie inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat een forfaitair bedrag van 10.200,50 EUR zal worden toegekend aan de geselecteerde kandidaten die werden uitgenodigd om een inschrijving in te dienen maar niet weerhouden zijn, voor zover deze een regelmatig beoordeelde offerte hebben ingediend en ze minimum 50% van de punten hebben behaald;

Overwegende dat, gelet op het feit dat het bedrag van de geraamde uitgave meer bedraagt dan 207.000,00 EUR btw niet inbegrepen, de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn, in overeenstemming met artikel 32 van het

koninklijk besluit van 15 juli 2011.

Overwegende dat de deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;
Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria moeten worden voorzien op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van 2017 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2017.

Overwegende dat de procedure die erop gericht is de studie van het project toe te vertrouwen aan een externe dienstverlener binnen het kader van de overeenkomst ten bezwarende titel valt en onder het toepassingsveld valt van de reglementering met betrekking tot de overheidsopdrachten voor diensten in de zin van artikel 2 en 3 van de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat, rekening gehouden met het te bereiken resultaat, namelijk de bouw van een Franstalige crèche voor 72 kinderen en de herinrichting van openbare ruimtes, de toewijzing van deze taak volgens de procedure van beperkte offerteaanvraag zal gebeuren;

Overwegende dat de procedure van de beperkte offerteaanvraag werd gekozen om zich te verzekeren van de technische, economisch en financiële bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen en tegelijk het voor een zo groot mogelijk aantal kandidaten toelaten om een aanvaardbaar sollicitatiedossier af te geven;

Overwegende dat na afloop van het onderzoek naar het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een aanvaardbaar sollicitatiedossier hebben afgegeven, slechts 5 kandidaten zullen tegengehouden en uitgenodigd worden om in te schrijven;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van de opdracht dat door de dienst Overheidsopdrachten opgesteld is;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1:

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht met betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de herinrichtingswerken van de openbare ruimtes en van de werken voor een opvangmilieu voor peuters, gelegen in de perimeter van Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2:

De uitgave voor de honoraria die geraamd is op 632.561,62 EUR btw en revisie inbegrepen, alsook de uitgave van 40.802 EUR toegekend als kostenvergoeding, hetzij een totaal bedrag van 673.323,88 € gefinancierd als volgt: 67.462,691 € leningsgelden en 605.861,18 € gewestelijke subsidies (wijkcontract Kleine Zenne) goed te keuren.

Artikel 3:

Kennis te nemen van wat volgt: de ingreep 1.A.3 (voorwaardelijk gedeelte) zal gefinancierd worden op het vlak van de honoraria evenals de werken door Brussel-Mobiliteit, de ingreep 1.A.1 zal gefinancierd worden op het vlak van de werken door ook de EFRO subsidie, de ingreep 1.F.2 zal gefinancierd worden op het vlak van de werken door ook de EFRO subsidie en normaal gezien de CoCof (uitwisseling van e-mails tussen de administraties).

Artikel 4:

Over te gaan tot de procedure van beperkte offerteaanvraag met Europese bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0027 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable Petite Senne - Opérations 1.C1, 1.C2 (partie A), 1.C3 : construction d'un bâtiment passif comportant au rez-de-chaussée des ateliers productifs (1.C1) et aux étages des logements assimilés à du social (1.C2) situé Quai de l'Industrie, 79, ainsi que l'aménagement d'une cour collective (1.C3) située en intérieur d'îlot au Quai de l'Industrie, 77 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Marché de service relatif à la mission d'auteur de projet - Avis de marché, mode de passation, fixation des conditions de marché

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine du 27 mai 2010);

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale – cabinet de la Ministre Evelyne Huytebroeck - daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne».

Vu le dossier de base dans lequel est repris l' **opération 1.C1** (Construction d'un rez-de-chaussée avec des espaces pour 3 ateliers destinés à l'activité économique ou à l'activité artisanale d'une superficie d'environ 405m²), l'**opération 1.C2, uniquement partie A** (Construction aux étages d'un ensemble de logements à caractère social d'une superficie brute d'environ 1245 m², composée de 4 appartements 1 chambre (environ 62 m² net), 2 appartements 2 chambres (environ 86 m² net), 3 appartements 3 chambre (environ 116 m² net), 1 appartement 4 chambres (environ 122 m² net) et 1 appartement 5 chambres (environ 160 m² net)), et l'**opération 1.C3** (Aménagement d'une cour collective située entre les opérations 1.C1 et 1.C4 et qui sera utilisée par les gestionnaires des deux opérations (par exemple pour les chargements et déchargements) mais également comme passage traversant entre le Quai de l'industrie (opération 1.A3) et l'espace public en intérieur d'îlot (opération 1.A2) pour les services de secours).

Considérant que pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de construction d'un bâtiment passif comportant au rez-de-chaussée des ateliers productifs et aux étages des logements assimilés à du social situé Quai de l'Industrie, 79 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, ainsi que l'aménagement d'une cour collective située en intérieur d'îlot au Quai de l'Industrie, 77 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », il y a lieu de faire appel à un bureau

d'études en vue d'en établir le projet ;

Considérant que la mission du bureau d'études comprend au minimum la mission complète d'architecture, d'ingénierie en stabilité, d'ingénierie en techniques spéciales, et de conseiller PEB ;

Considérant que la dépense globale pour les honoraires peut être estimée à 386.240,51 € Tva et révision comprises ;

Considérant qu'une somme forfaitaire de 7.500,00 EUR sera attribuée à titre de défraiement aux candidats sélectionnés, invités à soumissionner mais non retenus, pour autant que ceux-ci aient introduit une offre jugée régulière et qu'ils aient obtenu un minimum de 50% des points ;

Considérant que compte tenu du fait que le montant de la dépense estimée est supérieur à 207.000,00 EUR hors TVA, les règles de la publicité européenne sont d'application, conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 ;

Considérant que le présent marché fera l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union européenne ;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires sont à prévoir à l'art 9301/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017, sous réserve de l'approbation du budget 2017 ;

Considérant que la procédure visant à confier à un prestataire extérieur l'étude du projet entre dans le cadre du contrat à titre onéreux et relève du champ d'application de la réglementation des marchés publics de services au sens des articles 2 et 3 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que compte tenu du résultat à atteindre à savoir la construction d'un bâtiment mixte emploi et logements dans le cadre du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne », l'attribution de cette mission se fera selon la procédure d'appel d'offres restreint ;

Considérant que la procédure d'appel d'offres restreint a été choisie pour s'assurer de la capacité technique, économique et financière des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées tout en permettant au plus grand nombre possible de candidats de déposer un dossier de candidature recevable ;

Considérant qu'à l'issue de l'examen du droit d'accès et de la sélection qualitative des candidats ayant déposé un dossier de candidature recevable, seul 5 candidats seront retenus et invités à soumissionner;

Prend connaissance du projet d'avis de marché établi à cet effet par le service Marchés Publics ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission de service relatif à la mission d'auteur de projet pour procéder à l'étude et le suivi de l'exécution des travaux de construction d'un bâtiment passif comportant au rez-de-chaussée des ateliers productifs (1.C1) et aux étages des logements assimilés à du social (1.C2) situé Quai de l'Industrie, 79, ainsi que l'aménagement d'une cour collective (1.C3) située en intérieur d'îlot au Quai de l'Industrie, 77 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean

Article 2 :

D'approuver la dépense pour les honoraires estimée à 386.240,51 € Tva et révision comprises, et la dépense de 30.000,00 EUR octroyée à titre de défraiement, soit un

montant total de 416.240,51 € financé de la façon suivante: 20.812,02 € de fonds d'emprunt et 395.428,46 € de subsides régionaux (contrat de quartier Petite Senne).

Article 3 :

De prendre connaissance de ce qui suit: l'opération 1.C.1 sera financée au niveau des travaux aussi par PGV 2017-2020.

Article 4 :

De recourir à l'appel d'offres restreint avec publicité européenne.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Ingrep 1.C1, 1.C2 (deel A), 1.C3: bouw van een passiefgebouw met op de gelijkvloerse verdieping productieateliers (1.C1) en op de verdiepingen woningen gelijkgesteld aan sociale woningen (1.C2) gelegen aan de Nijverheidskaai 79, alsook de inrichting van een collectieve binnenplaats (1.C3) gelegen binnen een huizenblok aan de Nijverheidskaai 77 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Dienstenopdracht met betrekking tot een projectontwerper - Aankondiging van de opdracht, gunningswijze, vastlegging van de voorwaarden van de opdracht

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gelet op de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – kabinet van Minister Evelyne Huytebroeck - van 23 december 2013 die aan de Gemeente de toekenning van het Duurzame Wijkcontract genaamd "Zinneke" betekent.

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2014 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis neemt van het basisdossier van Duurzaam Wijkcontract "Zinneke" en het goedkeurt;

Gezien het basisdossier waarin **ingrep - 1.C1** (Bouw van een gelijkvloerse verdieping met ruimten voor 3 ateliers bestemd voor economische of voor artisanale activiteiten voor een oppervlakte van ongeveer 405m²), **ingrep 1.C2, uitsluitend deel A** (Bouw op de verdiepingen van een woning geheel van sociale aard met een bruto-oppervlakte van ongeveer 1245 m², samengesteld uit 4 appartementen met 1 kamer (ongeveer 62 netto m²), 2 appartementen met 2 kamers (ongeveer 86 netto m²), 3 appartementen met 3 kamers (ongeveer 116 netto m²), 1 appartement met 4 kamers (environ 122 netto m²) en 1 appartement met 5 kamers (ongeveer 160 netto m²)), en **ingrep 1.C3** (Inrichting van een collectieve binnenplaats gelegen tussen ingrep 1.C1 en 1.C4 en die zal worden gebruikt door de beheerders van de twee ingrepen (bijvoorbeeld voor het laden en lossen) maar ook als doorgangsruimte tussen de Nijverheidskaai (ingrep 1.A3) en de openbare ruimte binnen het huizenblok (ingrep 1.A2) voor de nooddiensten.

Overwegende dat om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de werken voor de bouw van een passiefgebouw met op de gelijkvloerse verdieping productieateliers en op de verdiepingen woningen gelijkgesteld aan sociale woningen gelegen aan de Nijverheidskaai 79 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, alsook de inrichting van een collectieve binnenplaats gelegen binnen een huizenblok aan de Nijverheidskaai 77 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, er een beroep moet worden gedaan op een studie bureau met het oog op de opstelling van het ontwerp;

Overwegende dat de opdracht van het studiebureau minstens bestaat uit de volledige architectuuropdracht, de opdrachten ingenieur stabiliteit, ingenieur speciale technieken en EPB-adviseur;

Overwegende dat de voor deze opdracht geraamde totale uitgave 386.240,51 EUR btw en revisie inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat een forfaitair bedrag van 7.500,00 EUR zal worden toegekend aan de geselecteerde kandidaten die werden uitgenodigd om een inschrijving in te dienen maar niet weerhouden zijn, voor zover deze een regelmatig beoordeelde offerte hebben ingediend en ze minimum 50% van de punten hebben behaald;

Overwegende dat, gelet op het feit dat het bedrag van de geraamde uitgave meer bedraagt dan 207.000,00 EUR btw niet inbegrepen, de regels van de Europese bekendmaking van toepassing zijn, in overeenstemming met artikel 32 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011.

Overwegende dat de deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een bekendmaking in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie;

Overwegende dat de kredieten met betrekking tot de honoraria moeten worden voorzien op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van 2017 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2017.

Overwegende dat de procedure die erop gericht is de studie van het project toe te vertrouwen aan een externe dienstverlener binnen het kader van de overeenkomst ten bezwarende titel valt en onder het toepassingsveld valt van de reglementering met betrekking tot de overheidsopdrachten voor diensten in de zin van artikel 2 en 3 van de Wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Overwegende dat, rekening gehouden met het te bereiken resultaat, namelijk de bouw van een gemengd gebouw voor tewerkstelling en woningen in het kader van

Duurzaam Wijkcontract "Zinneke", de toewijzing van deze opdracht volgens de procedure van beperkte offerteaanvraag zal gebeuren;

Overwegende dat de procedure van de beperkte offerteaanvraag werd gekozen om zich te verzekeren van de technische, economisch en financiële bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen en tegelijk het voor een zo groot mogelijk aantal kandidaten toelaten om een aanvaardbaar kandidatuur dossier in te dienen;

Overwegende dat na afloop van het onderzoek naar het toegangsrecht en de kwalitatieve selectie van de kandidaten die een ontvankelijk kandidatuur dossier hebben bezorgd, slechts 5 kandidaten zullen worden weerhouden en uitgenodigd om in te schrijven;

Neemt kennis van het ontwerp van aankondiging van de opdracht dat door de dienst Overheidsopdrachten opgesteld is;

Gezien de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gezien het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1:

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor een dienstenopdracht met betrekking tot de opdracht voor een projectontwerper om over te gaan tot de studie en de opvolging van de uitvoering van de werken voor de bouw van een passiefgebouw met op de gelijkvloerse verdieping productieateliers (1.C1) en op de verdiepingen woningen gelijkgesteld aan sociale woningen (1.C2) gelegen aan de Nijverheidskaai 79, alsook de inrichting van een collectieve binnenplaats (1.C3)

gelegen binnen een huizenblok aan de Nijverheidskaai 77 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

Artikel 2:

De uitgave voor de honoraria die geraamd is op 386.240,51 EUR btw en revisie inbegrepen, alsook de uitgave van 30.000,00 EUR toegekend als kostenvergoeding, hetzij een totaal bedrag van 416.240,51 € gefinancierd als volgt: 20.812,51 € leningsgelden en 395.428,46 € gewestelijke subsidies (wijkcontract Kleine Zenne) goed te keuren.

Artikel 3:

Kennis te nemen van hetgeen volgt: de ingreep 1.C.1 zal op het vlak van de werken ook gefinancierd worden door het Grootstedenbeleid 2017-2020.

Artikel 4:

Over te gaan tot de procedure van beperkte offerteaanvraag met Europese bekendmaking.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0028 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Infrastructures et Développement urbain - Marché de travaux relatifs à la
construction d'une nouvelle bibliothèque francophone sise rue des Béguines, 103 -
Modification du cahier des charges et des annexes - CC16.019.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 22.06.2016 décidant e.a :

Article 1 :

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré et le projet d'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement urbain;

Article 2 :

D'approuver les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3 :

D'approuver la dépense globale estimée à 2.694.283,71 EUR HTVA (TVA 21% soit 565.799,58 EUR) soit 3.260.083,29 EUR TVAC ;

Article 4 :

De couvrir la dépense estimée à 3.400.000,00 EUR TVAC (montant arrondi) par les subsides octroyés par la Direction des Infrastructures Culturelles pour un montant de 894.788,51 EUR TVAC et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 5 :

De recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que suite aux remarques émises par l'autorité de tutelle, il y a lieu de modifier le cahier spécial des charges et ses annexes;

Prend connaissance du cahier spécial des charges et des annexes modifiés selon les remarques émises par l'autorité de Tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006, l'A.R. du 15 juillet 2011 et l'A.R. du 14 janvier 2013 relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Article unique:

D'approuver le cahier spécial des charges et ses annexes modifiés selon les remarques de l'autorité de Tutelle relatives à la construction d'une nouvelle bibliothèque francophone sise rue des Béguines, 103 à Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Infrastructuren en Stedelijke ontwikkeling - Opdracht van werken betreffende de bouw van een nieuwe Franstalige bibliotheek in de Begijnenstraat 103 - Wijziging van het bestek en zijn bijlagen - GR16.019.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d 22.06.2016 houdende o.a beslissing:

Artikel 1 :

Het bestek, de meetstaat en het ontwerp van aankondiging van opdracht die hiertoe zijn opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling goed te keuren;

Artikel 2 :

De plannen die hiertoe zijn opgesteld door de projectontwerper goed te keuren;

Artikel 3 :

De globale uitgave geraamd ad. 2.694.283,71 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 565.799,58 EUR), ad. 3.260.083,29 EUR BTW inbegrepen goed te keuren;

Artikel 4 :

De uitgave voor een geschat bedrag van 3.400.000 EUR BTW inclusief (afgerond bedrag) te dekken met de subsidies toegekend door de « Directie van de Culturele Infrastructuren» voor een bedrag van 894.788,51 EUR BTW inbegrepen en het saldo met leningsgelden;

Artikel 5 :

Gebruik te maken van de procedure van open aanbesteding.

Overwegende dat volgens de opmerkingen van de toezichhoudende overheid, het bestek en zijn bijlagen moeten gewijzigd worden;

Neemt kennis van het bestek en de bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de Toezichhoudende overheid;

Gelet op de wet van 15 juni 2006, het K.B. van 15 juli 2011 en het K.B. van 14 januari 2013 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet;

B E S L U I T :

Enig artikel:

Het bestek en zijn bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichhoudende overheid betreffende de bouw van een nieuwe Franstalige bibliotheek in de Begijnenstraat 103 te Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés Publics - Marché de services relatif à la mission d'auteur de projet en vue de la construction de la nouvelle école néerlandophone primaire et maternelle à la rue Jean-Baptiste Decock, 54 - Approbation du cahier des charges - CC16.020.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 25.05.2016 décidant e.a :

Article 1

D'approuver les termes de l'avis de marché pour la mission d'architecte-auteur de projet pour la construction d'une nouvelle école maternelle et primaire néerlandophone à la rue Jean-Baptiste Decock, 54 ;

Article 2

D'approuver la dépense globale pour les honoraires estimée à 1.200.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) ;

Article 3

De réserver cette dépense à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et de la couvrir par des fonds d'emprunt ;

Article 4

De recourir à l'appel d'offres restreint avec publicité européenne.

Considérant que pour faire appel à un bureau d'étude, il y a lieu d'établir un cahier des charges;

Prend connaissance du cahier des charges établi à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain;

Considérant que le présent marché a fait l'objet d'une publicité au Bulletin des Adjudications ainsi qu'au journal officiel de l'Union européenne ;

Considérant que les crédits relatifs aux honoraires ont été réservés à l'art. 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 ;

Considérant que la procédure visant à confier à un prestataire extérieur l'étude du projet entre dans le cadre du contrat à titre onéreux et relève du champ d'application de la réglementation des marchés publics de services au sens des articles 2 et 3 de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que cette mission peut être confiée au secteur privé par la voie de l'appel d'offres restreint ;

Considérant que les critères de la sélection qualitative ont été choisis pour s'assurer de la capacité technique des candidats à assumer les tâches qui leur seront confiées;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver le cahier des charges pour la mission d'architecte-auteur de projet pour la construction d'une nouvelle école maternelle et primaire néerlandophone à la rue Jean-Baptiste Decock, 54 ;

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -

Dienstenopdracht betreffende de ontwerpopdracht met het oog op de bouw van een nieuwe nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat, 54 - Goedkeuring van het bestek - CC16.020.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d 25.05.2016 houdende o.a beslissing:

Artikel 1

De bepalingen goed te keuren van de aankondiging van de opdracht voor een architect-projectontwerper voor de de bouw van een nieuwe nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat, 54 ;

Artikel 2

De uitgave voor de honoraria die geraamd is op 1.200.000,00 EUR btw inbegrepen goed te keuren ;

Artikel 3

De uitgave in te schrijven op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 en ze te dekken met lenningsgelden;

Artikel 4

Zijn toevlucht te nemen tot beperkte offerteaanvraag met Europese bekendmaking;

Overwegende dat om een beroep op een gespecialiseerd studiebureau te doen uit de privésector met het oog op de opstelling van het ontwerp, moet er een bestek opgesteld worden;

Neemt kennis van het bestek, die door de Departement infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling opgesteld is;

Overwegende dat, deze opdracht werd in het Bulletin der Aanbestedingen alsook in het Publicatieblad van de Europese Unie bekendgemaakt;

Overwegende dat de nodige kredieten met betrekking tot honoraria ingeschreven zijn op art. 7220/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016;

Overwegende dat de procedure die erop gericht is de studie van het project toe te vertrouwen aan een externe dienstverlener binnen het kader van de overeenkomst ten bezwarende titel valt onder het toepassingsveld valt van de reglementering met betrekking tot de overheidsopdrachten in de zin van artikel 2 en 3 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten voor aannemeing van werken, leveringen en diensten ;

Overwegende dat deze opdracht kan uitbesteed worden aan de privésector door middel van een beperkte offerteaanvraag ;

Overwegende dat de kwalitatieve selectiecriteria gekozen werden om zich te verzekeren van de technische bekwaamheid van de kandidaten om de taken die hen toevertrouwd worden aan te kunnen ;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten voor aannemeing van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;

Gelet op de artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het bestek goed te keuren van de opdracht voor een architect-projectontwerper voor de de bouw van een nieuwe Nederlandstalige kleuterschool en lagere school in de Jean-Baptiste Decockstraat, 54.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Ahmed El Khannouss entre en séance / treedt in zitting
Amet Gjanaj entre en séance / treedt in zitting
Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting
Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting
Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting
Shazia Manzoor quitte la séance / verlaat de zitting

28.09.2016/A/0030 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement urbain - Marchés publics - Marché de travaux relatif au placement d'un nouvel éclairage du terrain C de football du stade Edmond Machtens - Modification du cahier des charges et ses annexes - CC16.022.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 22.06.2016 décidant e.a :

Article 1

d'approuver le projet relatif au placement d'un nouvel éclairage du terrain C de football du stade Edmond Machtens ;

Article 2

d'approuver le cahier spécial des charges, les métrés et les plans établis à cet effet par l'auteur de projet ;

Article 3

d'approuver le projet d'avis de marché établi à cet effet par le service des Travaux Publics ;

Article 4

d'approuver la dépense globale estimée à 206.611,57 EUR HTVA (TVA 21% soit 43.388,43 EUR) soit 250.000,00 EUR TVAC;

Article 5

de réserver la dépense à l'art. 7640/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2016 et de la couvrir par fond d'emprunt;

Article 6

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte.

Considérant que suite aux remarques émises par l'autorité de tutelle, il y a lieu de modifier le cahier spécial des charges et ses annexes;

Prend connaissance du cahier des charges et des annexes modifiés selon les remarques émises par l'autorité de Tutelle ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 234 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 19.09.2016 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le cahier spécial des charges et ses annexes modifiés selon les remarques de l'autorité de Tutelle relative au placement d'un nouvel éclairage du terrain C de football du stade Edmond Machtens.

Le Conseil approuve le point.
24 votants : 24 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten -
Opdracht van werken betreffende de plaatsing van nieuwe verlichting op
voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion - Wijziging van het bestek en zijn
bijlagen - GR16.022.**

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging d.d. 22.06.2016 houdende o.a beslissing:

Artikel 1

het ontwerp betreffende de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion goed te keuren;

Artikel 2

het bestek, de opmetingen en de plannen die hiertoe zijn opgesteld door de ontwerper goed te keuren;

Artikel 3

het ontwerp van aankondiging van opdracht , dat hiervoor is opgesteld door de dienst Openbare Werken goed te keuren;

Artikel 4

de globale uitgave geraamd ad. 206.611,57 EUR BTW niet inbegrepen (BTW 21% ad. 43.388,43 EUR) ad. 250.000,00 EUR BTW inbegrepen (goed te keuren);

Artikel 5

deze uitgave aan te rekenen op art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016 en ze te dekken met leningsgelden;

Artikel 6

gebruik te maken van de open aanbesteding;

Overwegende dat volgens de opmerkingen van de toezichhoudende overheid, het bestek en zijn bijlagen moeten gewijzigd worden;

Neemt kennis van het bestek en de bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de Toezichhoudende overheid;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten voor aannemeing van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;

Gelet op de artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen 19.09.2016;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het bestek en zijn bijlagen die gewijzigd zijn volgens de opmerkingen van de toezichhoudende overheid betreffende de plaatsing van nieuwe verlichting op voetbalveld C van het Edmond Machtensstadion goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Patricia Vande Maele entre en séance / treedt in zitting

28.09.2016/A/0031 **Département Services généraux et Démographie**
Démographie - Rétrocession gratuite d'une concession à la commune - Lemye-De Middelaer.

LE CONSEIL,

Vu la lettre de Madame Frédérique LEMYE, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, avenue Edmond Candries, 17, titulaire de la concession 002/2969 (columbarium) dans laquelle repose Madame Elisabeth DE MIDDELAER, accordée pour une durée de 15 ans le 08 septembre 2006;

Vu que la requérante propose de rétrocéder gratuitement à la commune ladite concession;

Considérant que cette offre de rétrocession gratuite est admise par la doctrine et la jurisprudence;

Vu l'article 26 de la loi du 20.07.1971 sur les Funérailles et Sépultures, modifiée par la loi du 20 septembre 1998, stipulant que les signes indicatifs de sépultures non enlevés deviennent propriété de la commune ;

Vu la circulaire ministérielle du 21 octobre 1971, relative à l'application de la loi du 20 juillet 1971 sur les Funérailles et Sépultures, stipulant en son chapitre II, paragraphe 2, 3ème alinéa : "... Le Conseil communal peut déléguer au Collège des Bourgmestre et Echevins le pouvoir d'accorder des concessions... Cette déléation vaut également pour les renouvellements mais non pas pour les reprises des concessions abandonnées" ;

DECIDE :

Article unique :

D'accepter l'offre de rétrocession gratuite faite à la commune par Madame Frédérique LEMYE, domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, avenue Edmond Candries, 17, titulaire de la concession 002/2969 (columbarium) dans laquelle repose Madame Elisabeth DE MIDDELAER, accordée pour une durée de 15 ans le 08 septembre 2006.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 25 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Demografie - Kosteloze wederafstand aan de gemeente van een grondconcessie - Lemye-De Middelaer.

DE RAAD,

Gelet op het schrijven van Mevrouw Frédérique LEMYE, gehuisvest te Sint-Jans-Molenbeek, Edmond Candrieslaan, 17, titularis van de grondconcessie 002/2969 (columbarium) waarin Mevrouw Elisabeth DE MIDDELAER rust, verleend voor 15 jaar op 08 september 2006;

Gelet op het feit dat de aanvraagster voorstelt voornoemde concessie gratis af te staan; Aangezien dat dit aanbod strekkend tot gratis wederafstand door de doctrine en de rechtspraak toegestaan wordt;

Gelet op artikel 26 van de wet van 20 juli 1971 op de Begraafplaatsen en de Lijkbezorging, gewijzigd door de wet van 20 september 1998, bepalend dat de niet weggenomen graftekens eigendom worden van de gemeente;

Gelet op hoofdstuk II, paragraaf 2, 3de alinea van de Omzendbrief van de Minister van Binnenlandse Zaken van 21 oktober 1971, betreffende de toepassing van de wet van 20 juli 1971 op de Begraafplaatsen en de Lijkbezorging, stipulerend dat de

Gemeenteraad aan het College van Burgemeester en Schepenen de bevoegdheid kan delegeren concessies toe te kennen, dit eventueel met de beperkende bepaling dat die delegatie tevens geldt voor het vernieuwen van concessies maar niet voor de terugname van verlaten concessies;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het aanbod te aanvaarden strekkend tot gratis wederafstand aan de gemeente door Mevrouw Frédérique LEMYE, gehuisvest te Sint-Jans-Molenbeek, Edmond Candrieslaan, 17, titularis van de grondconcessie 002/2969 (columbarium) waarin Mevrouw Elisabeth DE MIDDELAER rust.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
Démographie - Règlement sur les inhumations et le cimetière - Modification de l'article 91.

LE CONSEIL,

Vu le Règlement Général sur les Inhumations et le Cimetière adopté par le Conseil Communal en date du 21 novembre 2002;

Vu la décision de confier dorénavant à une entreprise privée les diverses tâches d'exhumations au cimetière de Molenbeek-Saint-Jean, et ce afin de ne plus exposer les ouvriers communaux à des travaux insalubres ou dangereux, ainsi qu'à des tâches où ils peuvent être en contact avec des cadavres putréfiés ou des matières pouvant entraîner une contamination quelconque;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification de l'article 91, repris sous le titre "IV.- Des exhumations", du Règlement Général sur les Inhumations et le Cimetière et de l'arrêter comme suit :

Article 91 (nouveau).- Toute exhumation, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, est effectuée avec l'autorisation du Bourgmestre, aux conditions du présent Règlement ainsi que de la loi du 20 juillet 1971 sur les Funérailles et Sépultures, modifiée par la loi du 20 septembre 1998 et par la loi du 08 février 2001, et au tarif fixé par le Règlement-Tarif sur les Transports Funèbres et les Exhumations.

Le Bourgmestre ne pourra pas s'opposer à une exhumation ordonnée par l'autorité judiciaire.

Le moment d'exécution des travaux est convenu avec le responsable du cimetière (pendant les heures d'ouverture du cimetière, entre 8h et 15h00, du lundi au vendredi). Dans tous les cas, il est dressé procès-verbal de l'exhumation.

L'exhumation, qui se déroule en présence du responsable du cimetière (ou de son délégué) et éventuellement en présence des personnes qui ont qualité pour y assister, est effectuée par une entreprise désignée par l'administration communale dans le cadre d'un marché public.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 25 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Demografie - Algemeen Reglement op de begravingen en de begraafplaats -
Wijziging van artikel 91.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 21 november 2002 waarbij het Algemeen Reglement op de Begravingen en de Begraafplaats goedgekeurd werd ;
Gelet op de beslissing vanaf nu de uitvoering van de ontgravingen in de begraafplaats van Sint-Jans-Molenbeek aan een particuliere onderneming toe te vertrouwen om de gemeentelijke arbeiders niet meer aan ongezond of onveilig werk bloot te stellen alsook werken waarvoor de arbeiders in contact kunnen komen met verrotte kadavers of stoffen die kunnen leiden tot een of ander verontreiniging;

BESLUIT :

Enig artikel :

De wijziging van het artikel 91 (onder titel "IV – De ontgravingen") van het Algemeen Reglement op de Begravingen en de Begraafplaats als volgt vast te stellen :

Artikel 91 (nieuw). - Elke ontgraving – behalve deze beveeld door de gerechtelijke macht - wordt uitgevoerd met de toestemming van de Burgemeester, overeenkomstig huidig Reglement en de wet van 20.07.1971 op de Begraafplaatsen en de Lijkbezorging, gewijzigd door de wet van 20 september 1998 en door de wet van 08 februari 2001; alsook het Tariefreglement op het lijkenvervoer en de ontgravingen. De Burgemeester kan zich niet verzetten tegen een door de gerechtelijke overheid bevolen ontgraving.

Het moment van de uitvoering van de werkzaamheden wordt samen met het diensthoofd van de kerkhof overeengekomen (gedurende de uurwerken, tussen 8u en 15u, van maandag tot vrijdag).

In ieder geval wordt een proces-verbaal van de ontgraving opgesteld.

De ontgraving neemt plaats in aanwezigheid van het diensthoofd van de kerkhof (of diens vertegenwoordiger) en eventueel de personen die bevoegd zijn om er bij te wonen, en wordt door een door de gemeentebestuur gemachtigde onderneming uitgevoerd in het kader van een overheidsopdracht.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0033 **Département Services généraux et Démographie**
Démographie - Règlement-tarif sur les transports funèbres, les exhumations, les
caveaux d'attente et le dépôt mortuaire - Modification de l'article 8.

LE CONSEIL,

Vu le Règlement-tarif sur les transports funèbres, les exhumations, les caveaux d'attente et le dépôt mortuaire adopté par le Conseil Communal en date du 11 septembre 2003;
Vu la décision de confier dorénavant à une entreprise privée les diverses tâches d'exhumations au cimetière de Molenbeek-Saint-Jean, et ce afin de ne plus exposer les ouvriers communaux à des travaux insalubres ou dangereux, ainsi qu'à des tâches où

ils peuvent être en contact avec des cadavres putréfiés ou des matières pouvant entraîner une contamination quelconque;

Vu qu'outre l'exhumation proprement dite l'entreprise privée fournit également tous les éléments nécessaires au transfert de la dépouille vers sa nouvelle destination;

Vu le surcoût de ladite procédure à supporter intégralement par les personnes demandant l'exhumation;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification de l'article 8, repris sous le titre "II.- Taxe pour les exhumations et redevance pour l'ouverture de caveaux" du Règlement-tarif sur les transports funèbres, les exhumations, les caveaux d'attente et le dépôt mortuaire comme suit:

Article 8 (nouveau).

Une taxe est perçue pour toute exhumation d'un corps ou d'une urne cinéraire et ce selon le tableau suivant:

- 1.000,00 € pour une exhumation en vue d'une inhumation en pleine terre (nouveau cercueil inclus);
- 1.200,00 € pour une exhumation en vue du placement en caveau (nouveau cercueil avec enveloppe métallique insérée dans le cercueil inclus);
- 1.600,00 € pour une exhumation en vue d'une incinération (nouveau cercueil et enveloppe métallique où peut-être placée le cercueil en vue du transport vers le crématorium inclus);
- 1.600,00 € pour une exhumation en vue d'une inhumation en pleine terre dans un autre cimetière (nouveau cercueil et enveloppe métallique où peut-être placée le cercueil en vue du transport vers le nouveau cimetière inclus);
- 1.800,00 € pour une exhumation en vue d'un rapatriement par avion (nouveau cercueil conforme aux normes et règlements en vigueur pour le rapatriement par avion inclus).

Le retrait d'une urne d'une niche de columbarium entraînera une taxe de 30 €.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 25 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Demografie - Tariefreglement op het lijkenvervoer, de ontgravingen, het huren van wachtkelders en het verblijf in het lijkenhuis - Wijziging van artikel 8.

DE RAAD,

Gelet op zijn beraadslaging van 11 september 2003 waarbij het Tariefreglement op het lijkenvervoer, de ontgravingen, het huren van wachtkelders en het verblijf in het lijkenhuis goedgekeurd werd;

Gelet op de beslissing vanaf nu de uitvoering van de ontgravingen in de begraafplaats van Sint-Jans-Molenbeek aan een particuliere onderneming toe te vertrouwen om de gemeentelijke arbeiders niet meer aan ongezond of onveilig werk bloot te stellen alsook werken waarvoor de arbeiders in contact kunnen komen met verrotte kadavers of

stoffen die kunnen leiden tot een of ander verontreiniging;

Gelet op het feit dat naast de ontgraving de particuliere onderneming al de nuttige elementen verricht wat de overplaatsing van het lijk naar zijn nieuwe bestemming betreft;

Gelet op de extra kosten van de hierboven vermelde procedure die volledig ten laste van de verzoekende partij moeten gedragen worden;

BESLUIT :

Enig artikel :

De wijziging van het artikel 8 (onder titel "II.- Belasting op de ontgravingen en recht op de opening van de grafkelders") van het Tariefreglement op het lijkenvervoer, de ontgravingen, het huren van wachtkelders en het verblijf in het lijkenhuis als volgt vast te stellen:

Artikel 8 (nieuw).-

Een belasting wordt geïnd volgens de onderstaande tabel voor de ontgraving van een lijk of een asurn:

- 1.000,00 € voor een ontgraving om een lijk of een asurn in volle grond te begraven (nieuwe doodskist inbegrepen);
- 1.200,00 € voor een ontgraving om een lijk of een asurn in een grafkelder te plaatsen (nieuwe doodskist met zinken binnenkist inbegrepen);
- 1.600,00 € voor een ontgraving om een lijk te laten verbranden (nieuwe doodskist en metallische kist [waarin de doodskist geplaatst mag worden voor overplaatsing naar het crematorium] inbegrepen);
- 1.600,00 € voor een ontgraving om een lijk in volle grond te begraven in een andere begraafplaats (nieuwe doodskist en metallische kist [waarin de doodskist geplaatst mag worden voor overplaatsing naar een andere begraafplaats] inbegrepen);
- 1.800,00 € voor een ontgraving om een lijk per vliegtuig te repatriëren (nieuwe doodskist inbegrepen dat aan de geldende normen en reglementen voor de repatriëring per vliegtuig voldoet).

Een belasting van 30 € wordt geïnd bij het intrekken van een asurn in de columbarium geplaatst.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Dirk De Block entre en séance / treedt in zitting

Shazia Manzoor entre en séance / treedt in zitting

Pierre Vermeulen quitte la séance / verlaat de zitting

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting

28.09.2016/A/0034 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Propreté publique - Mise en œuvre de la 6ème réforme de l'Etat - Volet « Propreté publique » - Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et l'Agence

Régionale pour la Propreté.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 de la Nouvelle loi communale relatif notamment à la propreté et à la salubrité publique;

Considérant les missions dévolues à l'Agence Régionale de la Propreté en matière d'entretien de la voie publique et de ses abords;

Considérant la mise en œuvre de la 6^{ème} réforme de l'Etat – Volet «Propreté publique»;

Considérant la volonté de renforcer la collaboration entre le service régional et les services communaux de la propreté publique;

Considérant qu'il est prévu dans ce cadre la signature d'une convention entre l'Agence Régionale de la Propreté et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean;

Considérant que la convention, qui s'inscrit dans le cadre du suivi et de l'utilisation du subside régional accordé aux communes en matière de propreté publique, fixe les lignes directrices en la matière;

Considérant que la convention annule et remplace, avec effet à une date à convenir de commun accord entre les parties et au plus tard au 1^{er} janvier 2017, le contrat de propreté conclu le 17 décembre 2013 entre l'ABP et la Commune;

Considérant que les libellés de ladite convention ont été soumis pour examen au service des Affaires juridiques.

DECIDE:

Article unique :

De procéder à la signature d'une convention relative au Contrat de Propreté prenant cours au 1er janvier 2017 entre l'Agence Régionale de la Propreté et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Expédition de la présente délibération sera adressée aux services du Contentieux (B19), des Finances (B6) et de la Caisse communale(4).

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Openbare Netheid - Uitvoering van de 6de Staatshervorming - Luik "Openbare Netheid" - Overeenkomst tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

DE RAAD,

Gelet op het artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet betreffende met name de openbare netheid en gezondheid;

Overwegende de taken voorbehouden aan het Gewestelijk Agentschap voor Netheid inzake het onderhoud van de openbare weg en omgeving;

Overwegende de uitvoering van de 6^{de} Staatshervorming - Luik "Openbare Netheid";

Overwegende de wens om de samenwerking te versterken tussen de gewestelijke dienst en de gemeentediensten van de openbare netheid;

Overwegende dat in dit kader de ondertekening van een overeenkomst voorzien is tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de overeenkomst, die past in het kader van de opvolging en het gebruik van de gewestelijke subsidie toegekend aan de gemeenten inzake de openbare netheid, de richtlijnen vaststelt in deze materie en op termijn het contract voor netheid vervangt dat in 2017 ten einde komt;

Overwegende dat de conventie annuleert en vervangt met ingang op een datum die wordt overeengekomen tussen de partijen en ten laatste op 1 januari 2017, het Netheid Contract, gesloten op 17 december 2013 tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de Gemeente;

Overwegende dat de formuleringen van de voormelde overeenkomst ter onderzoek voorgelegd werden aan de dienst Juridische Zaken.

BESLIST:

Enig artikel:

Over te gaan tot de ondertekening van een overeenkomst betreffende de Netheid Contract met ingang op 1 januari 2017 tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

Verzending van deze beraadslaging naar de diensten Geschillen (B19), Financiën (B6) en de Gemeentelijke Ontvangsten (B4).

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0035 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Développement durable - Convention d'octroi d'un subside dans le cadre de la phase de conception et montage du projet WIM - WeCycle In Molenbeek (« Co-create » 2016 - Innoviris).

LE CONSEIL,

Vu le programme régional « Co-create » lancé par InnovIris visant des projets d'innovation sociale dans une dynamique de co-création, réalisés au sein de « living labs » (laboratoires vivants) et avec les utilisateurs finaux comme partenaires;

Vu que le programme « Co-create » prévoit des subsides pour soutenir la phase de conception et de montage du projet ;

Vu le partenariat entre la Commune de Molenbeek, EcoRes sprl, ULB-BATir et UCL-LAAP qui a permis de concevoir et monter le projet WIM ;

Vu la décision du Collège du 26 juin 2016 de marquer son accord pour l'introduction d'un dossier de candidature en tant que partenaire principal du projet dans ledit programme régional;

Considérant que la Commune n'est pas, en tant qu'administration, éligible pour ladite subvention mais doit néanmoins, en tant que partenaire principal, être signataire de ladite convention d'octroi au bénéfice du projet ;

DECIDE :

Article unique :

De prendre connaissance de la convention d'octroi d'un subside pour la phase de conception et de montage du projet WIM et de l'approuver.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Duurzame ontwikkeling - Samenwerkingsovereenkomst inzake de toekenning van een subsidie in het kader van het ontwerp en de installatie van het WIM-project WIM - WeCycle In Molenbeek ("Co-create" 2016 - Innoviris).

DE RAAD,

Gelet op het regionale programma 'Co-create' gelanceerd door InnovIris en gericht op projecten van sociale innovatie die tot stand komen op basis van co-creatie binnen "living labs" (zie notitie in bijlage) en met eindgebruikers als partners;

Gelet op het gegeven dat het programma "Co-create" subsidies biedt ter ondersteuning van de ontwerp- en uitvoeringsfase van het project;

Gelet op de samenwerking tussen: de gemeente van Molenbeek, EcoRes BVBA, ULB-BATir en UCL-LAAP, die het mogelijk maakt om het WIM-project vorm te geven en uit te voeren;

Gelet op het besluit van het College van 26 juni 2016 met de instemming om als belangrijkste partner het dossier in te dienen binnen het regionaal programma;

Overwegende dat de gemeente, in de hoedanigheid van een administratie, niet in aanmerking komt voor een subsidie, moet ze als belangrijkste partner evenwel het verdrag ondertekenen;

BESLUIT :

Enige artikel :

Om kennis te nemen van de subsidieovereenkomst voor het ontwerp en de uitvoering van het WIM-project, en het goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

28.09.2016/A/0036 **Prévention et Vie Sociale**
Cultures - Octroi à l'asbl Sarahcademy d'un subside pour soutenir le Pole Dance Festival 2016.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du "Ministère de la Région de Bruxelles Capitale" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Vu la demande par laquelle l'asbl Sarahcademy sollicite un subside pour soutenir le Pole Dance Festival 2016 ;

Considérant que cette asbl est active sur la commune et donne des cours de danse à la Chocolaterie ;

DECIDE :

Article 1:

D'octroyer un subside d'un montant de 300,00 EUR à l'asbl Sarahcademy dont le siège sociale se trouve rue du Cornet 199/7 à 1040 Etterbeek – Responsable : Madame Sarah Cavenaile – n° d'entreprise : 812.033.916 - n° de compte BE54 3630 5504 3597;

Article 2:

De réserver la dépense de 300,00 EUR à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'année 2016.

Expédition se la présente délibérations sera communiquée à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 relative à la tutelle sur les actes des communes de la Région de Bruxelles - Capitale.

Le Conseil approuve le point.

24 votants : 24 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - Toekenning van een subsidie aan de vzw Sarahcademy om het Pole Dance Festival 2016 te steunen.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984, en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Gelet op het verzoek waarbij de vzw Sarahcademy een subsidie vraagt om het Pole Dance Festival 2016 te steunen;

Overwegende dat deze vzw actief is in de gemeente en danslessen geeft in de Chocoladefabriek;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie voor een bedrag van 300,00 EUR toe te kennen aan de vzw Sarahcademy waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd in de Cornetstraat 199/7 - 1040 Etterbeek – Verantwoordelijke Mevrouw Sarah Cavenaile – bedrijfsnummer : 812.033.916 – rekeningnummer BE54 3630 5504 3597;

Artikel 2 :

De uitgave van 300,00 EUR te reserveren op artikel 7620/332/02 van de gewone begroting 2016.

Onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende overheid medegedeeld worden overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot regeling van het toezicht op de aktes van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

Pierre Vermeulen entre en séance / treedt in zitting

Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting

28.09.2016/A/0037 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Lakhloufi, Conseiller communal GIC, relative aux extraits du casier judiciaire.

LE CONSEIL,

Dans beaucoup d'administrations communales, la délivrance d'un Extrait de casier judiciaire se fait immédiatement au guichet et est gratuite sans conditions. Dans notre commune, nous n'avons pas totalement intégré ces deux principes (immédiateté et gratuité).

En principe, la délivrance d'un extrait du casier judiciaire est immédiate (après réception du paiement en cas de demande écrite) pour qui en fait la demande directement au guichet, peut-on lire sur notre site Internet. Sinon un délai de 3 jours ouvrables est d'application si le document doit être signé par l'Officier de l'Etat Civil (destiné à des autorités étrangères). Apparemment, pour un extrait de casier judiciaire modèle 1 dans le cadre d'une recherche d'emploi et destiné à un employeur privé ce délai de 3 jours ouvrables est également d'application. En effet, j'ai été interpellé à ce sujet à de nombreuses reprises et preuve à l'appui. Certains usagers se demandent, et à juste titre, pourquoi ne peuvent-ils pas obtenir ce document immédiatement alors que, dans d'autres communes, c'est possible? Peut-on avoir des éclaircissements à ce sujet?

En outre, il est demandé une participation de 10 €. Cependant, la gratuité est consentie pour certains usages (emploi, demande de nationalité, mutualité, allocations) uniquement. Il faut simplement en apporter la preuve. Cette règle est facilement contournable puisqu'il suffit, par exemple, de découper une offre d'emploi dans un journal, de la présenter au guichet pour bénéficier de la gratuité. Par oubli ou méconnaissance de la règle, il arrive que des usagers ne se présentent pas avec l'offre d'emploi en question, ou tout autre document justifiant la gratuité. Par conséquent se pose la question suivante ; pourquoi maintenir une règle qui peut-être facilement contournée et sur laquelle nous n'avons aucun contrôle?

Pour faciliter la vie de nos administrés, notamment celles et ceux qui sont en recherche d'emploi, ne faudrait-il pas tout simplement supprimer la condition ; de se munir d'une preuve pour obtenir la gratuité?

C'est que nous pensons au Groupe d'Intérêt communal et c'est pourquoi, après vous avoir entendu, nous vous souhaitons vous soumettre la proposition de motion suivante :

DECIDE :

Article unique :

De mettre oeuvre les principes de "gratuité" et "d'immédiateté" sans conditions pour ce qui concerne la délivrance d'un extrait de casier judiciaire modèle 1 pour toute personne résidante sur notre commune qui en ferait la demande directement au guichet.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Lakhloufi,
Gemeenteraadslid GGB, betreffende de uittreksels uit het Strafreger.

De Raad neemt kennis.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Lakhloufi dont le texte suit:

Chers collègues,

Avec les beaux jours, certains axes routiers sur notre commune deviennent de véritables circuits pour les amateurs de bolides en tout genre. Voitures, motos, Quads, scooters, parfois même en groupe, se livrent à des concours de vitesse ou d'acrobaties en pleine rue, troublant ainsi par leur vacarme incessant la tranquillité de nos habitants, parfois jusqu'aux heures les plus tardives de la nuit. Ces inconscients pilotes du dimanche mettent en péril leurs vies et celles des usagers de la route par simple goût du danger et perturbent par la même occasion la tranquillité des molenbeekoïses. Ils provoquent ce qui constitue des troubles manifestes à l'ordre public. Par conséquent, il est de votre devoir d'agir.

Je vous le dis détours ; les molenbeekoïses en ont marre de ces trompe-la-mort et ils demandent que nous réagissions.

Ces axes problématiques sont clairement identifiés; rue Piers, rue Vandenpeereboom, rue des Quatre vents, chaussée de Gand. Ces axes ont pour particularité d'offrir de longues lignes droites sans qu'à aucun moment, la vitesse ne soit limitée par un quelconque dispositif réglementaire.

Qu'attendons nous pour enfin prendre ce problème à bras le corps en réalisant les aménagements nécessaires sur les axes que j'ai cités? Nous l'avons demandé à plusieurs reprises ici même au conseil. On nous a toujours dit ; " ce sera fait". Mais quand? Par conséquent, nous insistons pour que ces aménagements soient budgétisés, inscrits et réalisés avant l'été 2017.

En outre, il faut également prendre des mesures, identiques à celles que d'autres communes ont entreprises contre certains engins bruyants et fournir à nos agents de police des instruments de mesure sonore, de sorte que, les propriétaires d'engins causant trop de nuisances sonores soient verbalisés.

Entre les décollages et les atterrissages d'avions, les voitures avec des pots d'échappements de Draxter, les motos, les quads, les scooters surpuissants, il y a de quoi devenir fou!

Enfin Madame Le Bourgmestre, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour attirer votre attention sur les problématiques que vivent les cyclistes. Je ne suis pas un fêru du vélo, mais cela ne m'empêche pas d'y être sensible. On ne respecte pas assez les cyclistes sur notre commune. Certains automobilistes n'hésitent pas à rouler ou carrément se stationner en double file sur des pistes cyclables. J'interpellerai également le conseil de Police à ce sujet, cependant j'aimerais savoir, parce que je les ai rarement vu, que deviennent nos unités de policiers cyclistes ? À mon sens, ils sont les mieux placés pour traquer et verbaliser ce genre de comportements.

Quelles sont les dispositions que vous comptez prendre pour résoudre ces questions et dans quel délai? Assurer la sécurité de vos administrés, l'ordre public et la tranquillité de chacun, doit rester votre première priorité.

Merci pour vos réponses.

Lakhloufi Youssef

GIC-GGB.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Lakhloufi,
Gemeenteraadslid GGB, betreffende de verkeersveiligheid.

De Raad neemt kennis.

28.09.2016/A/0039 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Van Damme,
Conseiller communal SP.A, relative aux sanctions administratives communales
(SAC).

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme,
Gemeenteraadslid SP.A, betreffende de GAS-boetes.

De raad,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Van Damme, waarvan de tekst volgt :

Uit een recente schriftelijke vraag die ik u stelde blijkt dat er heel wat gas-boetes worden uitgeschreven. Jaarlijks gaat het over ongeveer 5000 boetes. Voor foutparkeren, sluikstorten of andere overlast in de publieke ruimte. Dat is een goede zaak. Wat mij betreft mogen het er best nog meer zijn. Netheidsproblemen en problemen van verkeersveiligheid zijn dingen die de meeste Molenbekenaren nauw aan het hart gaan. En er is nog veel werk aan de winkel.

Jammer genoeg is er zo goed als geen opvolging vanuit de gemeente wat betreft de uitgeschreven boetes. Voor 2014 en 2015 is er blijkbaar nog voor geen enkele onbetaalde boete een herinnering gestuurd. Laat staan dat men met een deurwaarder gepoogd heeft om ze te innen. Dat is zeer problematisch. Eerst en vooral mist men daardoor heel veel inkomsten, wat zeer bizar is voor een gemeente die in grote financiële problemen zit en wel beslist om de tarieven voor busvervoer voor kinderen te verhogen. Maar bovendien geeft dit een gevoel van straffeloosheid voor al diegenen die hun boete niet spontaan betalen. Als je dus niet betaald krijg je dus eigenlijk de boodschap dat dit helemaal ok is.

Mijn vragen:

Wat gaat u hieraan doen?

Binnen welke tijdspanne?

Met vriendelijke groeten

Jef Van Damme

Fractievoorzitter/Président de groupe

Brussels parlementslid voor sp.a - Parlementaire bruxellois sp.a

Het punt wordt verdaagd.

28.09.2016/A/0040 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Lakhloufi, Conseiller communal GIC, relative à la fête du sacrifice.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Lakhloufi, dont le texte suit :

Un nouvel échec, programmé, de la Région.

Cette année, la fête a bien été gâchée, la société chargée d'abattre et livrer les moutons en Région bruxelloise, n'a pas été capable de le faire. À peine 40 sur les 203 moutons prévus ce lundi à Molenbeek ont été livrés, pouvait-on lire dans la Dernière heure du 13 septembre. Le méga site n'aura finalement attiré que 655 inscrits. Soit à peine autant qu'à Molenbeek. Malgré ce chiffre très faible, qui traduit la méfiance des musulmans à l'égard de la Région, certainement ont-ils des réminiscences du fiasco de 2005, la Région a été incapable d'assurer l'organisation de ce qui devrait être une fête de partage et de convivialité.

Après ce nouvel échec, le Groupe d'intérêt communal plaide pour un retour de l'organisation de la fête musulmane du Sacrifice par les communes.

"Nous avons averti que le niveau régional serait incapable d'organiser cet événement important pour nos concitoyens de confession musulmane".

Au fil des années, les communes avaient développé un savoir faire et un service de proximité était parfaitement assuré.

Pour garantir une dimension humaine, assurer les prescrits musulmans en la matière, et veiller au bien être des animaux destinés à l'abattage rituel, nous estimons que ; seules les communes sont les plus aptes , certainement plus que les technocrates de la Région, à mener ces missions.

Les communes sont le seul niveau de pouvoir apte à gérer ce genre d'organisation car elles sont proches des citoyens et connaissent mieux que quiconque la réalité du terrain.

Au vu de ces éléments, le Groupe d'Intérêt communal demande au Collège deux choses:

Il nous semble important que vous interpelliez la Région bruxelloise sur les raisons des ratés dans la gestion de cette fête, particulièrement en ce qui concerne les molenbeekois qui y étaient inscrits et que vous nous communiquiez les éclaircissements obtenues.

Ensuite il nous semble également import que le Collège d'étudie toutes les possibilités pour reprendre l'organisation de cette fête par nos propres services communaux.

Merci,

Lakhloufi Youssef
GIC-GGB

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Lakhloufi,
Gemeenteraadslid GGB, betreffende het offerfeest.

De Raad neemt kennis.

28.09.2016/A/0041 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Manzoor, Conseillère
communale MR, relative à la fête de l'Aïd.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Madame Manzoor, dont le texte suit :

Madame la Bourgmestre,
Madame l'Echevine,

La fête de l'Aïd constitue pour tous les musulmans un moment privilégié de fraternité et de partage.

Force est de constater que cette année, son organisation a connu quelques ratés qui ont choqué beaucoup de fidèles et créé des tensions inutiles.

La responsabilité de cet échec en incombe à la société chargée d'abattre et de livrer les moutons en Région bruxelloise.

Cette procédure est du ressort de la Région qui a mandaté ladite société.

Il appartient donc à la Région d'assumer ses responsabilités et de tirer les conclusions qui s'imposent afin de ne pas répéter les mêmes erreurs et manquements l'année prochaine.

Je souhaite donc que la Commune demande à la Région que toute la clarté soit faite quant aux conditions dans lesquelles l'événement a été organisé mais aussi de nous informer quant aux mesures qui seront prises en 2017 afin que les familles musulmanes puisse célébrer cette fête dans la sérénité.

Je vous remercie.

Shazia Manzoor

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Manzoor,
Gemeenteraadslid MR, betreffende het Eid-feest.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 22:30
Opheffing van de zitting om 22:30

Le Secrétaire adjoint,
De Adjunct-secretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch